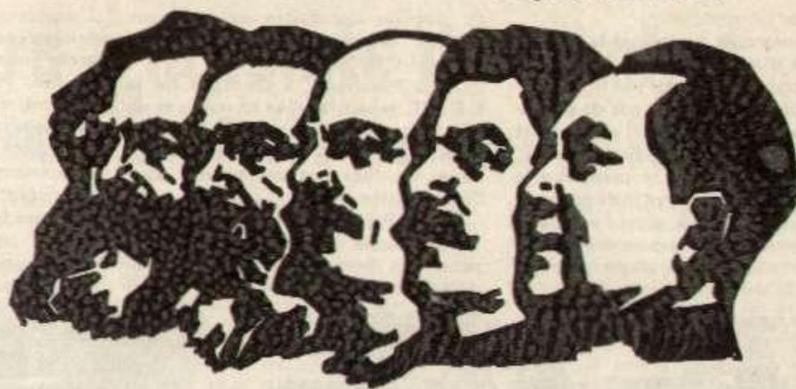


front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 23 / 27 AVRIL 1972 / PRIX : 1 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 69 LYON-PREFECTURE



LES VISEES DE DOMINATION DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

La crise mondiale de l'impérialisme s'accroît, dans tous les domaines. L'impérialisme US aussi bien que le social-impérialisme soviétique sont minés de l'intérieur et de l'extérieur. Comme preuve : la crise du dollar et la défaite au Vietnam ; comme preuve : la paupérisation en U.R.S.S. et l'invasion de la Tchécoslovaquie. D'autre part, les intégrations économiques et la formation de blocs militaires ont intensifié la concurrence impitoyable entre les pays capitalistes et avec le social-impérialisme. Le Marché commun européen cherche maintenant à défier la suprématie russe et américaine sur les marchés mondiaux, ainsi que le Japon.

Cependant, le Marché commun n'est pas un bloc compact, loin de là : les principaux impérialismes (allemand français, anglais) s'y livrent un combat sans merci, s'alliant tour à tour l'un contre l'autre pour mieux dominer. L'impérialisme français prétend actuellement à la domination du Marché Commun. Sérieusement handicapé en 1960 par rapport à ses voisins, il a depuis, comblé une bonne partie de son retard : la série de plans quinquennaux mis au point depuis 12 ans a réussi à rendre l'industrie française à nouveau concurrentielle sur les marchés mondiaux. Cette volonté de domination, l'impérialisme français a pu la rendre effective par une exploitation accrue de la classe ouvrière et des peuples des pays dominés. Cela signifie pour la classe ouvrière : paupérisation absolue, c'est-à-dire, montée du chômage, (1 million de chômeurs aujourd'hui), baisse du pouvoir d'achat, accélération des cadences, augmentation du nombre d'accidents, et de maladies professionnelles.

La contradiction bourgeoisie/prolétariat, en cette période de crise, va en s'aiguissant. La classe ouvrière oppose une résistance farouche à toutes ces attaques du capital.

LA CLASSE OUVRIERE SE BAT CONTRE LA PAUPERISATION

Contre la baisse de son pouvoir d'achat.

Cette revendication est présente dans toutes les luttes, et ce n'est pas pour rien : c'est la classe ouvrière qui

ressent le plus durement la montée en flèche des prix des produits alimentaires, et plus particulièrement les ouvriers les plus exploités qui sont entrés dans la lutte (OS, manoeuvres, travailleurs immigrés.) Et c'est pour cela que les ouvriers demandent une augmentation de salaire uniforme : le prix du beefsteak est le même pour tous. Ils ne veulent pas des augmentations qui profiteraient moins à eux qu'à des cadres qui non seulement ne luttent pas mais s'opposent aux grèves et sont les gardes-chiourmes des capitalistes.

Cette revendication place les révisionnistes dans une position difficile : leur stratégie d'union populaire les amène à défendre les intérêts de tous les salariés : qu'une augmentation en pourcentage qui favorise plus les cadres que les ouvriers soit abandonnée, brouille leurs cartes. Alors ils condamnent, comme à Peugeot-Mulhouse.

Contre l'intensification du travail.

Cette intensification existe et augmente partout. Cependant les boîtes où les ouvriers ont engagé la lutte contre elle sont relativement peu nombreuses. (Penarroya à Lyon, Zig-Zag à Thonon). Cela est essentiellement dû à l'influence que les révisionnistes gardent sur la classe ouvrière. Mener des luttes contre les cadences, c'est enlever à l'impérialisme les possibilités d'être concurrentiel. Ce n'est pas là l'objectif du P."C".F. qui a abandonné toute lutte anti-capitaliste. Alors à Peugeot-Cycles, il laisse carrément tomber la lutte contre les cadences pour une augmentation de salaire !

Contre les licenciements et les fermetures.

Ces grèves là sont encore moins nombreuses. (Control's France à Schirmeck). C'est une fois de plus le résultat de la politique des révisionnistes. Ils préfèrent, toujours avec le même objectif, limiter les luttes contre le chômage à quelques défilés ou rassemblements défensifs. Toute leur propagande tend à faire croire que le chômage est un phénomène partiel, local. Résultat : les ouvriers guettés par le chômage sont réduits à rechercher des solutions individuelles.

C'est parce que, en Alsace, il n'y a aucun espoir de reconversion, donc de possibilité individuelle de reclassement, que les ouvriers de Control's France ont engagé la lutte. Pour eux, la seule

solution pour garder du travail était de faire céder le patron, occuper, séquestrer.

La classe ouvrière, en l'absence d'une avant-garde suffisamment forte et organisée qui lui donne des perspectives de lutte anti-capitalistes globales, doit encore subir l'influence du révisionnisme qui déclenche seulement les luttes qui lui servent et brise toutes les autres. Dans cette situation, la classe ouvrière déclenche des mouvements plus durs sur les salaires que contre le chômage et l'intensification du travail, parce que les révisionnistes ont habitué la classe ouvrière à se mobiliser sur les salaires. Dans cette situation, la classe ouvrière se mobilise aussi sur les points où elle ressent le plus durement l'exploitation capitaliste.

Les ouvriers du Joint Français n'ont ni faibles cadences, ni douces conditions de vie : être payé au S.M.I.C., c'est être condamné à crever de faim. Les travailleurs immigrés de la Penarroya n'ont pas des salaires élevés, si l'on regarde le nombre d'heures qu'ils doivent faire : pour eux, le point capital, c'était engager la lutte pour ne pas être condamnés à crever dans la boîte.

LA BOURGEOISIE EXPERIMENTE DE NOUVELLES METHODES DE REPRESSION DES LUTTES.

Isoler les luttes.

Pour faire le silence sur les luttes, la bourgeoisie a un premier moyen bien simple : parler par à-coups, par touches d'une ou deux grèves, ainsi la Penarroya, puis le Joint et taire tout le reste. Autre procédé : faire de ces luttes des cas particuliers, des exceptions. Penarroya a été présentée comme une usine d'un autre âge ; la bourgeoisie a été jusqu'à dire que les ouvriers du Joint Français, payés au S.M.I.C., avaient raison de faire grève contre d'exceptionnels patrons tyraniques et profiteurs prêts à sauter sur une bonne occasion de s'enrichir.

Belles exceptions en vérité ! Quand en France, il y a 2 millions d'ouvriers payés au S.M.I.C., 4920 ouvriers au moins assassinés en 1971 dans les bagnes capitalistes ! Ce n'est pas seulement les ouvriers de la Penarroya ou du Joint Français qui ont raison de se révolter, c'est toute la classe ouvrière !

(suite page 2)

Saint-Brieuc, Nantes, Mulhouse, Dunkerque
**la classe ouvrière contre
les attaques du Capital**

page 1, 2, 3

**l'avant garde marxiste-
léniniste grandit et se
renforce en france**

page 4, 5

**les peuples d'Indochine
chasseront l'agresseur US
et anéantiront ses valets**

page 8

éditorial suite de la page 1

Refuser de négocier

La bourgeoisie a annoncé la couleur en début d'année : en dehors du cadre des contrats de progrès, des 6 % d'augmentation pour l'année, pas de discussion, pas de concession. Et elle se tient à son programme. En période de crise, elle ne peut en effet se permettre la moindre entorse : accepter de négocier en dehors de ce cadre, c'est s'exposer à des surenchères de la part des travailleurs, donc à des concessions qui pourraient affaiblir sa compétitivité.

ils ont pu apparaître ainsi comme neutres, comme arbitres, à beaucoup d'ouvriers de Creusot-Loire.

A la Penarroya, à Girosteel où la C.F.D.T. tenait la grève en mains et où elle avait répété que les travailleurs ne riposteraient pas à la violence réactionnaire, les flics ont été utilisés pour l'intimidation.

Chez Paris, à Creusot-Loire, au Joint-Français, là où la grève échappait pour une bonne part aux révisionnistes, les flics ont cogné dur.

L'aspect positif, c'est qu'il a permis de briser l'isolement des luttes et donc de tenir encore plus solidement face au capital. Par ailleurs, il a permis de démontrer que les révisionnistes qui prétendent soutenir les luttes, non seulement ne font rien, mais s'opposent à ce soutien et le dénoncent, comme à Nantes.

Cependant, et c'est là l'aspect négatif, les forces politiques qui ont pris la direction des comités de soutien ont semé un certain nombre



Organiser des commandos antigrevistes.

Partout la bourgeoisie a systématiquement impulsé la création de comités de soi-disant défense de liberté du travail avec les jaunes et des cadres fascistes. A la Penarroya et à Girosteel, ces comités relativement informés se sont limités à des provocations contre les piquets de grève (révolter à Girosteel). Chez Paris, ce comité a eu une existence juridique, là comme à Creusot-Loire il a atteint un degré d'organisation supérieur, et a attaqué systématiquement les grévistes.

Cette tactique est habile à plus d'un titre pour briser les luttes. D'un côté la bourgeoisie fait l'économie de l'utilisation de son appareil militaire et par là, elle peut camoufler la contradiction bourgeoisie/prolétariat en déviant la colère des ouvriers contre les chefs et des jaunes et non contre un état policier au service du capital. De l'autre, l'organisation de tels commandos oblige le P.C.F. à dénoncer encore plus vite la tournure que prennent les luttes. L'existence de tels commandos aiguise rapidement les contradictions entre cadres et ouvriers ; il faut au P.C.F. préserver coûte que coûte sa ligne d'alliance de tous les salariés.

Pour cette fois, le Capital n'a pas réussi. Au Joint Français, il n'y a pas eu recours. (le contexte local ne le permettait guère). Une chose est sûre, cependant, ces comités n'en sont qu'à leur balbutiement, ils vont se développer et se perfectionner à l'occasion des luttes à venir.

Utiliser l'appareil d'Etat militaire.

L'intervention des flics a été systématique. La bourgeoisie ne les a pas utilisés partout de la même façon.

A Nantes, par exemple, elle n'y a pas recouru directement. C'est le comité de chefs qui a servi d'excuse. Les flics ne sont intervenus que sur la demande expresse du "Comité de défense" qui a assiégé l'Inspection du travail pour que soit appliquée la décision du Tribunal des Référés. A Creusot-Loire, à Peugeot-Mulhouse, les flics se sont offerts le luxe de s'intéresser entre grévistes et cadres fascistes,

Se trouver des prétextes pour utiliser les flics, exercer sa violence réactionnaire à fond uniquement lorsque les syndicats ne jouent plus leur rôle de sapeur des luttes, telle a été la tactique de la bourgeoisie qui veut masquer au maximum la nature d'un Etat au service du Capital.

LES SECTEURS DE LUTTE.

Partout, les ouvriers qui ont participé aux luttes sont les plus exploités. Les OS, les femmes (Joint Français), les travailleurs immigrés (Penarroya, Girosteel), ceux qui subissent le plus durement l'aggravation des conditions de vie, ceux qui ne font pas partie de la clientèle que veut conquérir le P.C.F.

Les luttes se sont déroulées dans des secteurs où le P.C.F. ne dispose pas d'un appareil suffisamment fort pour briser les luttes, comme à Peugeot-Mulhouse où il a isolé les grévistes et les a obligés à reprendre le boulot, comme à Penarroya-Saint-Denis où la grève prenait fin après 24 h.

Dans les usines où les grèves ont pris le plus d'ampleur les syndicats qui existent ne sont pas tenus en mains par les révisionnistes mais par des réformistes (chez Paris, la C.G.T. est dirigée par des délégués appartenant au PS). Ailleurs, c'est la C.F.D.T. Dans tous les cas, il s'agit d'un mouvement spontané qui prend de l'ampleur au fur et à mesure que la tactique patronale se durcit, sauf à la Penarroya où l'occupation s'est faite d'emblée, la grève ayant été minutieusement préparée par les travailleurs.

Pendant un temps elles ont pu se développer librement. D'abord, les réformistes se sont laissés porter par la vague montante de la lutte. Puis, dans la mesure où la grève était privée d'une direction politique les réformistes, C.F.D.T. en tête, l'ont finalement emporté, en jouant exactement le même rôle que les révisionnistes. Ainsi, à Creusot-Loire, c'est elle qui a brisé la lutte. A Paris, les délégués ont employé les arguments révisionnistes pour faire reprendre le travail.

LE SOUTIEN AUX LUTTES

Il a été important dans la plupart des luttes et a pris une grande ampleur.

d'illusions : que la victoire était au bout de la grève, que c'était l'unité populaire qui ferait gagner la grève. Pour réussir une grève, comme pour mener à bien les tâches de la Révolution, la force principale et dirigeante, c'est la classe ouvrière et non pas l'unité populaire.

Même si dans la plupart de ces luttes les ouvriers ont été contraints de reprendre sans avoir obtenu satisfaction, il ne s'agit pas d'un échec ! Dans sa lutte contre le capital, la classe ouvrière ne peut remporter que des victoires partielles que la bourgeoisie remet en cause aussitôt, ou essayer des échecs tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique en détruisant par les armes celui de la bourgeoisie. Ce n'est donc pas seulement au résultat de ces grèves qu'il faut porter attention, mais aussi à la signification qu'elles revêtent, or deux faits essentiels sont saillants :

Même si la vague de luttes que l'on enregistre ne touche qu'une faible partie du prolétariat, et à l'exception de Peugeot, ne frappe pas les grands bagnes capitalistes c'est pourtant un des signes de l'aggravation de la crise du capitalisme. A travers les flux et les reflux, ces luttes vont inévitablement se développer vu la politique de surexploitation, d'appauvrissement constant du prolétariat que la bourgeoisie met en œuvre pour tenter de se sauver.

D'autre part, ces luttes sont presque partout l'œuvre de couches d'ouvriers qui rentrent ouvertement en contradiction avec la ligne des révisionnistes. Sans croire pourtant que l'idéologie révisionniste, l'influence révisionniste, se trouvent pour autant balayées, ni sans conclure à l'existence d'une "extrême gauche", il est évident, et l'expérience le prouve, que ces couches d'ouvriers sont extrêmement perméables aux idées révolutionnaires : ici les calomnies révisionnistes sur les révolutionnaires ont eu peu d'écho. C'est à l'avant garde marxiste-léniniste de répondre aux besoins de ces couches d'ouvriers en révolte.

référéndum : pour le tandem Marchais-Pompidou un fiasco électoral !

En organisant son référendum sur l'Europe, la bourgeoisie cherchait à détourner le prolétariat des luttes qu'il engage contre la surexploitation. Le résultat du scrutin bourgeois sanctionne un échec retentissant : 40 % des électeurs recensés par la bourgeoisie se sont abstenus, 48 % au total ont refusé de répondre à la question posée. Sans compter, bien sûr, la masse de ceux qui ne figurent pas sur les listes électorales de la bourgeoisie : 3 millions d'ouvriers, sous prétexte qu'ils ne sont pas nés en France, et plus tous ceux, ouvriers en général, qui n'ont vraiment pas vu l'intérêt d'aller se faire enregistrer sur les listes. Au total c'est donc une minorité qui a accepté de se prêter au jeu. Jamais un gouvernement bourgeois n'avait, en France, essayé un pareil désaveu de ses forces électorales.

La bourgeoisie essaie donc par tous les moyens de camoufler son échec, maquillant les chiffres, assimilant les abstentions à un accord sur l'Europe et donc... sur la question de Pompidou ! Elle recourt aussi à son challenger habituel : le PCF.

C'est bien le rôle du PCF : déjà, quand Pompidou avait lancé sa mystification, il y a plus d'un mois, le PCF était venu à sa rescousse. Personne ne se présentant pour jouer le rôle d'opposant, personne n'appelant à voter non le PCF s'en chargea : le scrutin semblait, provisoirement sauvé.

Plus tard, quand les premiers sondages annoncèrent un pourcentage d'abstentionnisme inquiétant pour les projets de Pompidou, l'UDR lança une grande campagne, orchestrée par Pompidou en personne, contre l'abstention "mauvaise action". Le PCF lui fit largement écho.

Aujourd'hui face à la défaite de Pompidou qui est tout autant la sienne, le PCF tente de plastronner : il va jusqu'à avouer, sans gêne, que sa propagande sur "l'intérêt national" lui a fait gagner des voix cette fois-ci. Quant aux voix qu'il a perdues parmi les ouvriers qui ont refusé la mascarade de Pompidou, il se proclame en mesure de les récupérer d'ici les prochaines législatives. Bref : nous avons perdu des voix ouvrières, mais nous avons ramassé des voix dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie. Car qui peut voter pour l'intérêt national, sinon ces classes ?

La comédie des révisionnistes est d'autant plus révoltante que, la veille du scrutin, un militant du PCF, collant des affiches à Hirson pour le non, s'est fait tuer par un fasciste de l'UDR, militaire de carrière. Ainsi par leur propagande quotidienne, non seulement ils désarment la classe ouvrière face aux agressions de la bourgeoisie, ils tentent de la détourner de la voie révolutionnaire, mais encore ils laissent assassiner leurs propres militants par la bourgeoisie sans riposter vigoureusement. Au contraire, ils s'empressent de donner des gages de leur hypocrisie : ainsi, l'adjoint au maire révisionniste d'Hirson déclare : "C'est d'autant plus regrettable que nous ne voulons aucun mal à ces gens là".

Nous devons mettre en pleine lumière la réalité de la démocratie bourgeoise. D'une part sa vérité de dictature qui assassine. D'autre part sa façade : les cirques électoraux organisés par le tandem Pompidou-Marchais. Son imposture : malgré sa remarquable déconfiture, Pompidou est toujours en place !

usiner-dunkerque capital assassin !



Le mardi 11 avril, 13 ouvriers travaillant sur les chantiers d'Usinor ont été blessés par la chute d'une traverse de 80 tonnes. 5 sont très gravement atteints et 2 resteront infirmes toute leur vie. C'est la Voix du Nord qui dresse ce bilan qu'elle qualifie de léger : "c'est miracle qu'il n'y ait pas eu de morts" (Voix du Nord du 12 avril) Et bien non messieurs les journalistes bourgeois hypocrites, il y aurait eu 2 morts 2 ouvriers assassinés par le Capital retrouvés plus tard sous les décombres.

La construction de l'usine n° 2 entrant dans sa phase finale, c'est là que s'est produit "l'accident", au cours d'une opération particulièrement dangereuse : poser une traverse de 80 tonnes au sommet de 2 piliers de 40 m de haut. Pour la manœuvre, 2 grues opéraient simultanément.

A proximité se trouve un transbordeur de chaux en voie d'achèvement. Pendant l'opération, les ouvriers continuaient à y travailler (surtout des travaux de soudure) à 40 m de haut. D'autres gars travaillaient au sol autour de l'endroit où se déroulait la manœuvre, et pratiquement sous la charge.

Pour les requins d'Usinor, pas question de faire interrompre le

boulot. Il faut que l'usine soit terminée au plus vite, afin que le profit coule du haut fourneau le plus vite possible. Qu'importe si les ouvriers travaillent sous les charges !

Accident ? Non : assassinat ! L'expertise du Comité d'Hygiène et de Sécurité de l'Inspection du Travail conclue à la rupture d'une manille : un défaut dans l'axe, la fatalité en somme ! Beaucoup d'ouvriers pensent que c'est le lest d'une grue qui se serait décroché, de là la rupture de l'axe. Que ce soit l'une ou l'autre cause, là n'est pas la question : il s'agit d'un assassinat.

Une preuve, aucun des ouvriers qui participaient à l'opération n'ont été touchés, ils ont eu le temps de s'écarter. Ce sont les autres ceux qui soudaient, et qui ne pouvaient enlever leur masque sans avoir le chef sur le dos, ce sont eux qui ont été surpris et qui ont été écrasés ou blessés.

Accident imprévisible, comme le dit la Voix du Nord ! Non ! Crime prémédité ayant comme mobile le profit. Ce profit pour lequel un nombre toujours plus grand d'ouvriers laissent leur vie : 200 ouvriers assassinés par le capital de plus en 71 qu'en 70.

Ce tableau montre l'ampleur prise par certaines luttes actuellement. Il n'est cependant pas révélateur de l'ensemble des luttes : la liaison du mouvement révolutionnaire avec les masses est actuellement telle qu'elle ne lui permet pas d'en avoir une connaissance globale. la bourgeoisie et les révisionnistes essaient au maximum d'isoler ces luttes par le silence. Enfin il existe une série de mouvements assez courts mais souvent répétés, dans un très grand nombre d'usines, contre les conditions de travail, les cadences, le despotisme qu'il est extrêmement difficile de recenser, d'analyser en raison même de leur multiplicité et de leur durée. Ce tableau montre par ailleurs l'unité de ces luttes.

PARIS (Nantes)	64 F. pour tous 3% hiérarchisé	grève avec occupation 5 semaines de grève	heurts violents avec les cadres fascistes heurts violents avec les flics
PEUGEOT (Mulhouse)	150 F. pour tous	grève avec piquets 3 semaines de grève	heurts violents avec cadres et commandos CFT, présence des flics
GIROSTEEL (Le Bourget)	1 F. pour tous pas de discrimination raciale	grève avec occupation 10 semaines de grève	provocation des cadres évacuation des grévistes par les flics
JOINT FRANCAIS (St-Brieuc)	0,70 F pour tous	grève avec occupation séquestration de 3 directeurs. 7 ^e semaine de grève	heurts violents avec les flics
ZIG-ZAG (Thonon)	Non au travail en continu	grève 7 semaines de grève	
CONTROL'S FRANCE (Schirmeck)	Non à 150 licenciements	grève avec occupation séquestration de 3 directeurs. 4 semaines de grève	présence des flics
CREUSOT-LOIRE (Dunkerque)	Une prime de productivité uniforme	grève avec piquets 3 semaines de grève	heurts violents avec les cadres présence des flics
PEUGEOT CYCLES	6 F. pour tous	grève 2 semaines de grève	
PENARROYA (Lyon)	conditions de travail	grève avec occupation 4 semaines de grève	provocations des cadres évacuation des grévistes par les flics
SAMEX (Millau)	conditions de travail et licenciement	grève et occupation 2 semaines de grève	provocation des cadres présence des flics

Souscription

Sochaux	1.000 F	Strasbourg	95 F
Oyonnax	50 F	Besançon	140 F
Strasbourg	125 F	Macon	450 F
Le Puy	20 F	Dijon	170 F
Nancy	20 F	Clermont FD	110 F
Montpellier	20 F	Lyon	1.000 F
Paris	10 F		
Boulogne	10 F		
Besançon	210 F	Total	3.430 F

joint français à saint-brieuc

jeunes, femmes, paysans-ouvriers à la pointe du combat

contre les salaires de misère

Depuis 6 semaines 900 ouvriers du Joint Français de St-Brieuc sont en grève illimitée. Ils refusent les salaires de misère qui sont parmi les plus bas de toute la Bretagne. Une moyenne de 800 à 900 F par mois pour 47 h. Ils réclament une augmentation de salaire égale pour tous : 70 centimes de l'heure, mais aussi le 13^e mois, une prime de transport portée à 30 F parce que nombreux sont les travailleurs du Joint qui habitent loin de St-Brieuc.

Les méfaits du capitalisme en Bretagne.

La situation des travailleurs du Joint met en pleine lumière tous les méfaits actuels du capitalisme. Une partie des ouvriers du Joint sont des jeunes qui doivent abandonner la ferme de leurs parents qui ne leur permet pas de manger. D'autres sont ouvriers - paysans : ils viennent au Joint pour compléter un revenu de la ferme qui ne leur suffit plus pour vivre. Ceci ex-

près la totalité au moulage car beaucoup d'hommes n'y font que la période d'essai de 15 jours et s'en vont, tandis qu'elles, elles s'accrochent, parce qu'elles ont encore plus de difficultés à trouver du travail. Les accidents de travail, notamment aux presses, sont fréquents, à cause de la cadence : mains écrasées, doigts coupés, ou encore les malaises dus à l'absorption de produits mal sains.

Installation du Trust C.G.E. - exploitation maximum des ouvriers.

Le trust C.G.E. (Compagnie générale d'électricité) a estimé qu'il faisait une très bonne opération en installant le Joint à St-Brieuc voici 10 ans : il estimait que même en payant des salaires inférieurs au minimum vital, il trouverait toujours de la main d'œuvre puisque, dans les Côtes du Nord et le reste de la Bretagne, il y a toujours beaucoup de travailleurs recherchant

ne pas dévoiler trop clairement la contradiction violente bourgeoisie-prolétariat ?

Le patronat du Joint ne pouvait pas s'appuyer sur les cadres et la maîtrise pour briser la grève : ceux-ci sont en nombre réduit dans l'usine de St-Brieuc, où il n'y a pas de bureau d'études et où 9/10 du personnel sont des ouvriers. Parmi les cadres et la

efficace des organisations syndicales et en particulier des révisionnistes. Le va et vient du personnel, la présence d'un grand nombre d'ouvriers très jeunes, la dureté de l'exploitation, le fait que les délégués C.G.T. ne soient pas liés au P.C.F., tout ceci n'a pas favorisé l'implantation des révisionnistes. Dès le 23 février, les syndicats du Joint avaient lancé des débrayages d'une

contre les flics car ils nous tuent tous, nous et nos enfants". Ainsi s'explique que les mots d'ordre "C.R.S. : S.S." et "on ne travaille pas les fusils dans le dos" ou "le fascisme ne passera pas" aient été largement repris par les ouvriers au cours des manifestations. Ces mots d'ordre qui en restent à un constat, à une dénonciation des aspects les plus durs de la dictature de la bourgeoisie et non pas de cette dictature elle-même, reflètent néanmoins la prise de conscience de la violence de la bourgeoisie.

Les syndicats n'ont pas pu saboter la lutte au cours de ces 6 semaines de grève, mais les travailleurs ont dû s'opposer aux syndicats chaque fois qu'ils voulaient durcir la lutte, comme par exemple la séquestration où les délégués se sont évertués à décourager les ouvriers de maintenir le rapport de force qu'ils avaient instauré.

Lorsque les flics sont intervenus à l'inspection du travail, les ouvriers voulaient garder les patrons en otage, mais les délégués ont fait descendre les ouvriers en leur promettant que les patrons ne s'en iraient pas, alors qu'ils s'étaient mis d'accord avec eux pour continuer les parloties à la préfecture.

Mais ne voit pas spontanément la nécessité de la révolution prolétarienne.

Les ouvriers du Joint se sont opposés aux révisionnistes en déclenchant la grève illimitée. Ils se sont opposés aux syndicats (aussi bien C.F.D.T. lorsqu'ils ont voulu durcir la lutte en séquestrant les patrons et en essayant d'orienter les manifestations vers leur usine occupée par les flics. Ce n'est pas pour autant que ces ouvriers, même les plus combattifs, forment spontanément une nouvelle couche d'ouvriers "rouges". Ainsi au cours de la grève, les forces regroupées au départ dans le comité de grève se sont dispersées, certains ouvriers parmi les plus combattifs se cantonnent provisoirement dans les activités de soutien matériel organisées par la C.F.D.T.

Si les ouvriers du Joint ont découvert la violence de la bourgeoisie, seul un petit nombre voit la nécessité de lui opposer la violence ouvrière, beaucoup même parmi les plus combattifs espèrent encore qu'il suffit d'opposer aux flics la masse et sa force "tranquille" : si beaucoup voulaient que les deux dernières grandes manifestations aillent au Joint, la question de "quoi y faire ?" n'était pas claire : la plupart était pour un défilé pacifique devant le Joint, seule une petite minorité se posait le problème de prendre d'assaut l'usine pour déloger les flics.

Dependant, et c'est là un fait nouveau, important, qui n'est pas apparu dans les grèves de mai 71, les ouvriers en lutte au Joint ne sont pas du tout hostiles aux révolutionnaires mais, au contraire, prêts à discuter, nous en avons fait nous-même l'expérience.

C'est le travail communiste envers ces ouvriers qui les débarrassera de ces illusions et leur permettra de lutter pour la révolution armée et la dictature du prolétariat.

la CFDT....

A la différence de la C.G.T. la C.F.D.T. ne s'est pas opposée ouvertement à la grève. En soutenant la grève à son début, en entrant en contradiction avec la C.G.T., la C.F.D.T., majoritaire de peu au Joint a gagné la confiance de pas mal de travailleurs. Forts de cette position, les dirigeants C.F.D.T. se sont trouvés d'autant mieux placés pour imposer le freinage de la lutte à certains moments et faire passer un certain nombre d'illusions réformistes.

Lors de la manifestation du 7 avril pour protester contre la violence policière la C.F.D.T. s'est opposée aux ouvriers les plus combattifs qui voulaient aller devant l'usine occupée par les flics. Elle a fait alors une déclaration rejoignant celle de la C.G.T. en dénonçant ceux qui cherchent la provocation et en faisant l'éloge de la municipalité (P.S.U.P.C.).

de mi-heure par jour. Ceci a débouché sur la grève illimitée avec occupation. Un groupe de travailleurs au nombre de 150 à 200 a constitué un comité de grève soutenu par l'ensemble des travailleurs et organisé l'occupation les premiers jours. Ce sont les mêmes qui prendront l'initiative de la séquestration des directeurs du Joint le 5 avril pour leur imposer les conditions des ouvriers. Parmi eux, il y a beaucoup de jeunes et de femmes, des marxistes léninistes y prennent une part active. Quant aux délégués de l'usine, ils se sont placés aux côtés des travailleurs. Dès le début, les délégués C.G.T. sont entrés en contradiction avec l'U.D. C.G.T. hostile à la grève.

Les ouvriers du Joint progressent dans la lutte de classe...

Face à la détermination des ouvriers, que rien n'arrive à entraver la bourgeoisie n'a pas d'autre recours que d'envoyer ses flics. Le vendredi 17 mars à 4 h du matin plusieurs dizaines de gardes mobiles avec fusils-lance-grenades s'alignent face aux 15 ouvriers qui constituent à cette heure le piquet de grève en disant : "si vous ne partez pas, on tire !". Ceux-ci acceptent vu le rapport de force défavorable. La plupart des ouvriers ne s'attendaient pas à ça. La surprise est d'autant plus grande chez de jeunes ouvriers qui n'ont pas, ou peu, l'expérience de la lutte contre le capital. A ce moment encore, les flics ne sont pas encore pris très au sérieux : certains ouvriers plaisaient sur eux. L'intervention brutale à coups de crosse pour libérer les patrons séquestrés, puis les tirs de grenade à tir tendu sur les ouvriers rassemblés comme les autres jours devant l'usine le vendredi 6 avril, tout ceci va clarifier les choses, mettre en évidence la violence dont est capable la police qui est au service exclusif du patronat. Au meeting qui dénonce la répression, une ouvrière du Joint blessée à la tête par une grenade, prend la parole : "Il faut se défendre



plique que les paysans soutiennent activement la grève du Joint, car les plus pauvres, et tous ceux dont l'avenir est incertain, savent que la politique capitaliste de liquidation systématique des petits paysans les transforme, eux ou leurs enfants, en prolétaires dans des usines comme le Joint. Nombreux aussi sont ceux qui ont un C.A.P. : des jeunes ayant une qualification et qui ne trouvent pas de travail dans leur branche en Bretagne et s'embauchent comme manœuvres ou OS. Au Joint il n'y a pratiquement pas de travail qualifié. Il y a aussi ceux qui, ayant un C.A.P., sont trop mal payés dans leur branche et espèrent trouver mieux. Il y a des jeunes qui se font exploiter au Joint dès l'âge de 16 ans. La plupart n'y reste pas plus de 2 ou 3 mois : les travailleurs du Joint ont baptisé leur usine "l'usine transit" : on n'y reste pas, car il n'est guère possible de vivre avec de tels salaires ; mais il y a toujours des ouvriers prêts à s'embaucher, parce qu'il est difficile de trouver du travail dans la région : le chômage est important en Bretagne et beaucoup s'en vont vers la région parisienne, sans compter ceux qui sont devenus flics ou militaires dans une proportion nettement plus forte que dans d'autres régions de France, répondant favorablement, faute d'emplois aux campagnes de recrutement menées dans les villages Bretons.

Conditions de travail très dures.

Les patrons du Joint connaissent bien cette situation et en ont profité au maximum pour imposer non seulement les bas salaires mais aussi des conditions de travail très dures : la fabrication des joints de caoutchouc pour l'industrie automobile (Citroën, Renault) et d'autres entreprises se fait dans des conditions pénibles. Un des ateliers les plus durs, c'est le moulage, dernière étape de la fabrication : il faut manipuler toute la journée des moules de 10 à 15 kg dans des nuages de vapeur qui s'échappent des presses et le bruit des pistolets à air comprimé pour démouler les joints. La chaleur y dépasse 40°. Une jeune ouvrière raconte que ne pouvant plus supporter ce travail, le médecin lui a fait un certificat de travail pour qu'elle change de poste, ce qui lui a été refusé par la direction ; il a fallu qu'elle tombe en syncope pour avoir le droit de passer à la vérification, un atelier moins pénible. Les femmes qui sont plus de la moitié de l'usine, représentent à peu

un emploi. Et puis, la C.G.E. recevait des cadeaux importants de l'état capitaliste et de la municipalité d'union de la gauche (P.S.U., P.C.F.) de St-Brieuc (près de 300 millions.) Toute cette générosité payée par les travailleurs avec les impôts municipaux et nationaux, sous prétexte de favoriser la décentralisation comme s'il pouvait y avoir un développement économique de la Bretagne au profit des masses laborieuses quand règne l'anarchie propre au régime capitaliste. Il n'y a qu'une chose que les capitalistes de la C.G.E., les Huvelin et Ambroise Roux (également dirigeants du C.N.P.F.) avaient oublié dans leurs calculs : la révolte de la classe ouvrière du Joint.

Jusqu'en 1968, les patrons avaient réussi à faire taire les revendications, profitant du va et vient incessant qui rend difficile tout regroupement des travailleurs en menaçant ou vidant carrément ceux qui essayaient de monter un syndicat. En mai 68, grâce à l'appui des autres usines (Chaffautaux) le Joint a fait grève pour la première fois : 5 semaines ont permis d'obtenir une augmentation de 50 centimes à 1 F de l'heure, selon les ateliers, et de monter 2 sections C.G.T. et C.F.D.T. "Mai 68, ça a fait du bien au Joint !" dit une ouvrière embauchée juste avant pour 2 F 20 de l'heure, et qui gagnait ainsi, comme beaucoup de ses camarades à ce moment là moins de 400 F par mois.

Aujourd'hui, le mécontentement accumulé avec les bas salaires et les mauvaises conditions de travail, a explosé au moment où le prix de toutes les denrées de première nécessité monte en flèche.

Pour la bourgeoisie, une seule solution : la force armée.

Face aux ouvriers du Joint qui déclenchent la grève illimitée avec occupation, la bourgeoisie répond par la violence de ses C.R.S. et de ses gardes mobiles qui occupent aujourd'hui l'usine depuis plus de 5 semaines : cette intervention de la force militaire du capitalisme n'a pas traîné. Dès la nuit du 4^e jour de grève, c'est près de 500 gardes mobiles qui investissent l'usine tandis que des renforts sont acheminés sur St-Brieuc. Pourquoi dans ce cas précis la bourgeoisie n'a pas lésiné sur les moyens et n'a pas eu recours, au moins dans un 1^{er} temps, à différentes manœuvres, par exemple, s'appuyer sur des jaunes et des cadres afin de préserver le masque démocratique et

maîtrise, seule une petite minorité a pris une initiative contre la grève en déposant une plainte pour "entrave à la liberté du travail" contre les délégués. La majorité, bien qu'opposée à la grève illimitée avec occupation ne s'est pas manifestée ; les bas salaires et l'insécurité de l'emploi concernent aussi une partie de la maîtrise, et employés de bureau. A la 6^e semaine de grève, cadres et maîtrise n'ont toujours rien fait contre la grève.

Le patronat du Joint n'a pas pu s'appuyer non plus sur une trahison

le comité de soutien....

Le Comité de soutien joue un rôle important :

matériellement : des tonnes de vivres, plusieurs millions collectés parmi les paysans, les profs et lycéens progressistes, certains commerçants. Des comités de soutien locaux se sont formés dans la plupart des localités du département et jusque dans des points éloignés de Bretagne.

politiquement : il a brisé l'isolement souhaité par la bourgeoisie. A tel point que l'U.D.R. locale, craignant pour les élections, s'est résignée à critiquer, elle aussi, les patrons du Joint.

Le P.C.F. a cherché tout autant à isoler la grève : dès la constitution du comité, il a proclamé, avec la C.G.T. et le F.E.N., qu'il refusait d'y participer. Mieux, P.C.F. et C.G.T. ont mis en garde, par tracts, quartiers et usines contre "les agissements des groupes extérieurs", c'est-à-dire contre tous les groupes de soutien. Aux Batignolles, à Nantes, la C.G.T. a diffusé un tract (20 Avril) intitulé "mise en garde" pour "ne pas répondre à la collecte faite aux portes de l'usine" ce qui n'a pas empêché les travailleurs de verser environ 500 F.

La C.G.T. a essayé d'empêcher tout mouvement de solidarité à Bazons, usine du Joint près de Paris, laissant entendre que c'est "à cause des immigrés" en majorité dans cette usine.

Mais le P.C.F. et la C.G.T. n'ont pu s'opposer au développement de la solidarité, ils n'ont pu empêcher que le 18 avril, plus de 12.000 personnes manifestent à St-Brieuc (155.000 hab.) pour soutenir une grève illimitée du Joint qu'ils n'ont jamais cessé de condamner depuis le début. Parmi les manifestants se trouvaient plusieurs

milliers d'ouvriers venant de "Sambre et Meuse", "Chaffoteaux", du bâtiment, et d'autres entreprises, près de 2000 lycéens mobilisés notamment par les groupes d'action lycéens (G.A.L.), qu'animent des ML.

Ne pouvant s'opposer efficacement au mouvement de soutien les révisos essaient de le récupérer politiquement, de limiter le développement du soutien à la petite bourgeoisie, notamment paysans et lycéens, en s'efforçant de freiner au maximum la solidarité dans la lutte de la classe ouvrière de St-Brieuc. Ainsi, après que les flics sont intervenus violemment le jour de la séquestration, les ouvriers les plus combattifs du Joint ont demandé à Robert Daniel de l'UD C.G.T. d'alerter les autres usines de la ville pour organiser une manifestation immédiate ; il refusa. Les ouvriers du Joint alors d'aller à "Sambre et Meuse", où les ouvriers ont des traditions de luttes dures. Là, les délégués C.G.T. sont contre un débrayage, mais les ouvriers de Sambre et Meuse décident de débrayer sur le champ et ils sont 800 à rejoindre les travailleurs du Joint pour manifester. Les délégués C.G.T. de Sambre et Meuse sont pris à partie par leur UD qui leur reproche d'avoir laissé partir les gars.

Lors de la dernière manifestation beaucoup de travailleurs du Joint mais aussi de S et M, de Chaffoteaux et d'ailleurs voulaient manifester jusqu'à l'usine du Joint pour donner un caractère plus offensif à la manifestation. Mais les organisateurs, la C.F.D.T., rejoignant les positions de la C.G.T. et du P.C.F., ont imposé comme ils l'avaient déjà fait le 7 avril un défilé jusqu'à la mairie : le conseil municipal au complet sur le balcon remerciant poliment les travailleurs

d'être venus et leur demandant de se disperser, reflétait bien sa volonté d'utiliser la manifestation pour renforcer son prestige : "à quoi ça sert de venir à la mairie, de tourner le dos à notre principal ennemi, qui se trouve à l'autre bout de la ville : l'usine occupée par les gardes mobiles".

Tandis que les manifestants commençaient à se disperser des responsables de la F.E.N., de la C.G.T., descendaient de leur balcon et se mêlaient aux groupes de travailleurs discutant de la manifestation détournée de son objectif, pour essayer de faire passer les explications révisionnistes : "Toutes les manifestations qui ont eu lieu jusqu'ici ont eu lieu dans le calme, c'est pour ça qu'elles ont eu le soutien de la population... Attention si ça dégénère, le moindre écart est exploité par la réaction..."

Ainsi les révisionnistes qui ont essayé d'empêcher le déclenchement de la grève au nom de l'union populaire à préserver en vue des prochaines élections essaient de tirer argument de l'existence d'un large mouvement de soutien pour freiner ou saboter les initiatives les plus offensives des ouvriers en lutte.

Il est significatif que dans leur déclaration commune, C.G.T. et C.F.D.T. n'aient parlé que du soutien de la région insistant sur le fait que le problème du Joint est un problème de la Bretagne, mais pas dit un mot sur les luttes récentes des autres usines, masquant ainsi le fait que la lutte du Joint est celle de tous les travailleurs comme le scandaient sans relâche les ouvriers du Joint, que la situation du Joint avec l'exploitation, la révolte, et la répression violente de la bourgeoisie reflète les problèmes actuels de toute la classe ouvrière de France.

A PROPOS DU TRAVAIL DANS LES SYNDICATS

En engageant le débat sur la question de savoir s'il s'agit ou non de militer dans des organisations syndicales, les marxistes-léninistes ne doivent pas perdre de vue que, pour eux, la lutte économique est la partie, et la lutte politique le tout. Contrairement à l'idée développée par le réformisme et l'anarcho-syndicalisme, il n'y a pas, il ne peut y avoir deux formes de lutte indépendantes : la lutte économique, affaire des syndicats ; la lutte politique, affaire des partis. Il ne peut y avoir dans la perspective de la révolution, qu'une seule lutte révolutionnaire, dont les aspects de lutte économique sont étroitement subordonnés au caractère général du combat : la lutte politique. D'ailleurs cette séparation n'est très souvent que le paravent destiné à manipuler la classe ouvrière au profit d'une politique de collaboration de classe, qui cache son visage derrière les mots d'ordre trompeurs d'indépendance syndicale par exemple. Aujourd'hui, le révisionnisme fait ouvertement de la CGT son officine, les divers courants sociaux-démocrates (PS, et dans une moindre mesure PSU) sont dominants dans la C.F.D.T. L'indépendance syndicale n'est en fait qu'un leurre ; la réalité, c'est l'annexion des organisations syndicales par les partis réformistes. Avec le pourrissement de l'impérialisme, la corruption d'une partie de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, prend la forme d'un vaste dispositif utilisant des moyens matériels considérables et de larges possibilités d'action : les syndicats et les partis réformistes. L'ensemble de ces organisations a pour mission évidente de détourner le prolétariat de la révolution, de maintenir la collaboration de classe, de diffuser l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière et donc de réprimer les mouvements de lutte de la classe ouvrière qui s'écartent de la collaboration. Peut-on tirer de l'ensemble de ces remarques l'idée selon laquelle les communistes ne doivent pas militer dans les syndicats mais au contraire viser à les détruire ?

Ce serait là une position dangereuse parce que fondamentalement unilatérale. S'il est vrai que les syndicats ne représentent pas aujourd'hui les fortes organisations qui pouvaient rallier autrefois la quasi-totalité de la classe ouvrière, il n'en reste pas moins que l'influence du mouvement syndical s'étend encore à des millions d'ouvriers ; s'il est vrai que des larges secteurs de la classe ouvrière et souvent parmi ses couches les plus exploitées (immigrés, femmes, jeunes) échappent au contrôle des syndicats, cela ne

signifie nullement que ces couches ont rejeté le syndicat comme organisation de collaboration de classe. Mais, comme la création de nombreuses sections syndicales dans les usines d'OS au lendemain de mai le montre, comme le rappelle l'expérience des ouvriers de la Penarroya à Lyon, l'entrée en lutte de ces couches d'ouvriers coïncide plus d'une fois avec l'apparition de syndicats créés de fraîche date ou apparaissant au terme de la lutte. Si, d'autre part, par delà le dégoût suscité par les luttes trahies, la corruption de délégués, beaucoup d'ouvriers qui ont déchiré leur carte dans le cours de la lutte en viennent à la reprendre, c'est qu'en réalité, comme les millions d'ouvriers qui se rattachent au mouvement syndical, ils sentent bien la nécessité d'une organisation pour mener la lutte, et c'est précisément sur ce besoin d'organisation du prolétariat que spéculent les réformistes traités à la classe ouvrière, pour manipuler le mouvement syndical.

Prétendre aujourd'hui que le mouvement syndical a fait long feu est faux. Ce qui a fait long feu, c'est la domination sans partage du réformisme et du révisionnisme sur les luttes de la classe ouvrière. Lorsque les organisations sont absentes, font défection, trahissent ouvertement, les ouvriers forgent, dans le cours de la lutte des organisations temporaires (comités de grève, comités de lutte) qui remplacent les syndicats défallants ou assurent les tâches que les syndicats se révélaient incapables de prendre en charge. Ce faisant, ils ne font pas autre chose que se doter des moyens de lutte nécessaires, que créer des formes d'organisation adaptées à leur combat. Voir dans ce fait le fin mot de la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat est une grave erreur. Encourager à la formation, à la généralisation de telles formes d'organisation, parler en l'affaire, d'organisation autonome du prolétariat, à l'écart de l'influence du révisionnisme, ne mène pas loin. La tâche des communistes n'est pas là. Ce n'est pas sur le terrain des formes d'organisation du prolétariat pour engager la lutte économique, qu'ils doivent se démarquer du révisionnisme et des réformistes. C'est essentiellement, contre l'idée reçue que la politique n'est pas l'affaire des larges masses, qu'ils doivent au contraire affirmer l'unité de la lutte révolutionnaire. Ils le pourront, si, dans le cours des expériences révolutionnaires qu'ils engagent, ils se montrent capables de hausser la lutte économique que les

réformistes dévoient dans l'ornière de la collaboration de classe, au rang de la lutte politique ; si, en liaison étroite avec le travail d'éducation révolutionnaire du prolétariat, ils se donnent également les moyens d'éveiller la conscience révolutionnaire à partir des faits d'exploitation qu'il subit. Par exemple, en développant les luttes contre la paupérisation de l'usine où elles prennent dans les syndicats et dans ces organisations (comité de lutte contre les cadences, comité de lutte contre le racisme, comité de lutte contre le chômage...) n'est nullement à rejeter dans la mesure précisément où, sous ses diverses formes, c'est l'unité d'une ligne politique qui se manifeste contre la ligne de collaboration de classe, développée par la direction des organisations syndicales, des partis révisionnistes et réformistes.

C'est ainsi qu'il nous sera possible de rallier aux perspectives révolutionnaires des couches de plus en plus larges d'ouvriers, en retournant contre la bourgeoisie les instruments de division et de démobilisation de la classe ouvrière que sont devenus les syndicats. En ce sens le travail dans les syndicats est partie intégrante de nos tâches révolutionnaires à condition que soient respectés ces impératifs fondamentaux :

- soumission du travail économique au travail politique, selon le principe de la soumission de la partie au tout.
- combinaison du travail politique dans les syndicats et hors des syndicats.

nistes dans la classe ouvrière, la création d'une organisation syndicale révolutionnaire au plan national. Cela n'interdit évidemment pas de créer, là où les syndicats sont entièrement discrédités ou absents, des organisations de lutte qui peuvent également apparaître là où les syndicats existent, pour étendre la mobilisation révolutionnaire des ouvriers. Dans ce dernier cas, la combinaison entre un travail militant dans les syndicats et dans ces organisations (comité de lutte contre les cadences, comité de lutte contre le racisme, comité de lutte contre le chômage...) n'est nullement à rejeter dans la mesure précisément où, sous ses diverses formes, c'est l'unité d'une ligne politique qui se manifeste contre la ligne de collaboration de classe, développée par la direction des organisations syndicales, des partis révisionnistes et réformistes.

C'est ainsi qu'il nous sera possible de rallier aux perspectives révolutionnaires des couches de plus en plus larges d'ouvriers, en retournant contre la bourgeoisie les instruments de division et de démobilisation de la classe ouvrière que sont devenus les syndicats. En ce sens le travail dans les syndicats est partie intégrante de nos tâches révolutionnaires à condition que soient respectés ces impératifs fondamentaux :

- soumission du travail économique au travail politique, selon le principe de la soumission de la partie au tout.
- combinaison du travail politique dans les syndicats et hors des syndicats.



La butte rouge, 1^{er} mai 1911

"Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la 1^{re} fois mobilisé en une seule armée, sous un même drapeau, pour le même but immédiat" (Engels 1^{er} mai 1890).

Le 1^{er} mai journée internationale du prolétariat a été marqué par l'action et la lutte des ouvriers. 1^{er} mai 1886 : aux U.S.A., de puissantes manifestations ouvrières réclamant la journée de travail de 8 h à Chicago. La police tire à la sorte d'une usine : 50 blessés, 6 morts, 5 dirigeants syndicaux sont jugés pour incitation à la révolte et pendus. La bourgeoisie montre le sort qu'elle réserve aux dirigeants ouvriers en lutte.

Le 14 juillet 1889, le 1^{er} congrès de l'Internationale socialiste réuni à Paris décide de faire du 1^{er} mai la journée internationale des travailleurs. "Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 h. la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du congrès de l'Internationale de Paris."

C'était une décision capitale, la réponse à l'appel lancé 40 ans plus tôt par Marx et Engels : "Proletaires de tous les pays, unissez-vous !" C'était montrer aux capitalistes, l'unité de

lutte effective des prolétaires de tous les pays.

Désormais, le 1^{er} mai devient la journée de lutte du prolétariat qui se mobilise contre l'exploitation capitaliste, contre l'impérialisme, bien vite pour le socialisme.

1^{er} mai sanglant en 1891 à Fourmies ; le gouvernement bourgeois essaye ses "Lebe" sur les prolétaires : 12 morts. 1^{er} mai sanglant en 1910 : un mort à Paris, le jeune ouvrier Lorne, mais les travailleurs mobilisés obtiennent la journée de 8 h. 1^{er} mai anti-impérialiste en France en 1911 où le prolétariat se mobilise à Paris, sur les pentes de la Butte Rouge contre les menées des impérialistes français au Maroc. 1^{er} mai héroïque en 1916 en Allemagne où Karl Liebknecht, à Berlin en pleine quarte impérialiste appelle les travailleurs allemands à se mobiliser contre leur propre bourgeoisie. 1^{er} mai anti-fasciste en France en 1941. Dans le bassin minier du nord, à l'initiative de Michel Brulé, membre des Jeunes Communistes des drapeaux sont hissés des inscriptions apparaissent partout. Une série de manifestations et de sabotages entraînent une grève générale de tout le bassin.

1^{er} mai de victoire en Russie, où les bolcheviks savent lier les revendications immédiates des ouvriers telle la journée de 8 h aux mots d'ordre

contre l'autocratie tsariste, contre l'exploitation capitaliste : le 1^{er} mai 1905, prélude à la première révolution Russe, 1^{er} mai 1912, préparé par l'appel de Staline, 1^{er} mai de victoire en 1945, quand l'armée rouge entre à Berlin, anéantissant les dernières hordes nazies. 1^{er} mai de victoire, en 1949, en Chine où de Pékin libérée Mao-Tse Tung lance un appel à l'assaut final à bourgeoisie, par tous les moyens à essayer de briser cette offensive concertée du prolétariat qui lui faisait peur (1^{er} mai 1906, un milliard de capitaux allèrent se réfugier en Belgique, les hôtels suisses furent pris d'assaut par des familles surchargées de bagages). Elle a tué. Puis, elle a tenté de dénaturer le contenu de cette journée de lutte de la dévoyer. Dans certains pays comme la France (mais pas tous, loin de là, comme l'Angleterre, encore aujourd'hui) elle a légalisé cette journée en la rendant fériée, alors qu'elle était une journée de grève. Elle a même voulu en faire une journée religieuse : ainsi Pétain en 1941, qui tente d'en faire, avec l'appui de l'Eglise, "une journée de Saint Joseph, patron des travailleurs" suivant en cela l'exemple de Franco.

Les sociaux-démocrates (Jouhaux, en tête) lui ont emboîté le pas en voulant transformer le 1^{er} mai en une fête du travail vidée de toute substance et contenu révolutionnaires.

**rouge de sang
du prolétariat
VIVE LE
1^{er} MAI
de
COMBAT**

Ce sont maintenant les révisionnistes qui prennent la relève. Les directives données par le P.C.F à ses militants pour ce jour là concernent bien plus la vente fructueuse du muguet que celle de manifestations offensives. Le 1^{er} mai 1969, en France, les révisionnistes annulent la manifestation sous prétexte de "provocations gauchistes et fascistes". Il ne reste plus alors au gouvernement qu'à l'interdire. Les révisionnistes avaient précédé la bourgeoisie sous la bannière de l'ordre bourgeois. Trahir ainsi le 1^{er} mai c'est trahir toute l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Animée de la haine de la bourgeoisie, de la haine de l'exploitation forcée qu'elle lui inflige avec ses cadences, ses licenciements, ses bas salaires, la classe ouvrière de France guidée par son parti communiste marxiste-léniniste ne laissera pas abandonner ces traditions révolutionnaires de lutte du 1^{er} mai ni l'objectif de ces générations d'ouvriers qui ont lutté sous le drapeau du communisme ; elle saura abattre la bourgeoisie par la révolution prolétarienne armée, et construire une nouvelle société où l'exploitation de l'homme par l'homme sera abolie : la dictature du prolétariat.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, PEUPLES ET NATIONS OPPRIMÉS UNISSEZ-VOUS !



Interview d'un dirigeant du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France

Nous avons reçu dans notre courrier l'interview qui suit accompagnée du commentaire suivant : "Nous vous remercions de l'interview qu'un membre du Comité Exécutif Central du P.C.M.L.F. a bien voulu nous accorder. Pour des raisons de sécurité nous tenons à garder l'anonymat. Mais vous pouvez l'utiliser, s'il peut vous servir, à condition évidemment de ne pas le tronquer."

Question : Le 12 juin 1968, la dictature de la bourgeoisie interdisait votre Parti et un certain nombre d'organisations. Seul le P.C.M.L.F. (Parti Communiste Marxiste Léniniste de France) a continué son travail dans l'illégalité. Pourquoi ?

Réponse : La bourgeoisie craint essentiellement que le prolétariat s'organise, accède à la conscience de ses tâches historiques, et entreprenne de la balayer par la Révolution armée. Et elle accorde toute sa vigilance au Parti qui tente de guider le Prolétariat dans cette voie. C'est le sens des constantes surveillances, contrôles, dont ont été l'objet ses militants dès sa création. C'est le sens de l'interdiction du P.C.M.L.F. le 12 juin 68. La bourgeoisie est prête à tout pour empêcher un tel parti de s'élever, de se lier au prolétariat. Tout pas en avant du parti sera marqué par de nouveaux coups de la bourgeoisie : après les arrestations, les emprisonnements, suivront les assassinats et les tortures. Face à cela serait-il juste d'abandonner

mesures : en fait c'était bel et bien épouser le point de vue de la bourgeoisie qui a interdit le Parti, pour l'empêcher de fonctionner et reconnaître qu'effectivement on ne pouvait le faire fonctionner. Une telle pratique au sein du Parti allait se révéler impuissante à résoudre les problèmes posés par les résultats de l'application pendant 2 ans de la ligne issue de notre 1^{er} Congrès tenu à Puyricard. Et les palliatifs imaginés à ce moment là par la direction de l'époque, de sélectionner elle-même un nouveau comité central trié sur l'accord avec la ligne passée, ne pouvaient qu'aggraver la situation, renforcer la division qui s'instaurait au sein du Parti.

— Pourquoi avons nous caractérisé l'ancienne ligne comme opportuniste ? Sans pouvoir trop m'étendre ici, je crois qu'il faut mentionner les points les plus caractéristiques :

L'objectif stratégique de notre parti, c'est de mener la classe ouvrière vers

l'accomplissement de la Révolution Prolétarienne Armée. Ceci implique non seulement de faire de la propagande pour cet objectif, mais aussi de penser, de relier chacune de nos interventions, chacune de nos tâches par rapport à cet objectif. Or, dans les faits, ce principe était nié dans l'ancienne ligne :

• Par exemple quelle était la propagande du Parti dans la classe ouvrière ? Passons sur le fait qu'une faible minorité des forces du Parti était organisée sur ce front, à l'intérieur des usines, passons aussi sur le fait que le Parti n'a pas réuni pendant 2 ans de commissions ouvrières, alors qu'il a trouvé le moyen de réunir plusieurs fois une commission étudiante. Nous y

Proletarienne. Parce que nous ne traquons pas le lien entre la démarche des révisionnistes dans l'usine et le sabotage de notre révolution, notre influence, notre travail étaient récupérés par les révisionnistes. Par exemple le mot d'ordre "Unité à la base et dans l'action" a été avancé sans que nous ayons démonté la notion d'unité diffusée par les révisionnistes ; c'est pour quoi un tel mot d'ordre s'est révélé parfaitement compatible avec la tactique des révisionnistes : unité de la classe ouvrière sur l'intérêt des couches les moins exploitées. Le résultat de notre travail c'est que le Parti a rassemblé autour de lui une poignée d'ouvriers combattifs, sans réussir à les faire adhérer à nos perspectives, sans réussir à les organiser dans le Parti pour leur majorité.

• Prenons un autre exemple, celui du travail dans les masses. Vous savez sans doute que notre Parti a consacré une partie importante de ses forces à travailler chez les étudiants les intellectuels, parfois les artisans et commerçants — alors même qu'il était bien entendu implanté dans la classe ouvrière, alors même que la classe ouvrière était, pour sa quasi-totalité, encore sous l'emprise du révisionnisme. Le mot d'ordre qui était lancé, y compris dans la classe ouvrière, de "Front Uni", les organisations qui naissent sur cette

base, ne visaient qu'à fédérer la révolte de nombreuses couches contre la politique des monopoles ; là encore la perspective de la Révolution Prolétarienne armée n'a jamais été liée à ce travail qui visait surtout à persuader de nombreuses couches de la petite bourgeoisie qu'elle n'avait rien à perdre à s'allier avec le prolétariat. Parce que la petite bourgeoisie menait des luttes contre la politique gouvernementale, a été "oubliée" la nécessité que le prolétariat doit diriger l'alliance de classes qui balayera la bourgeoisie, qu'il doit pour cela être constitué en force autonome, et que c'est là, la première tâche à entreprendre. Voilà en quoi a consisté en ce domaine l'oubli de notre objectif stratégique.



Fac-similé du n° 20 de l'HUMANITE NOUVELLE reçu à notre courrier.

reviendrons. Pour gagner la classe ouvrière, nos militants, dans ces usines, étaient tous les jours confrontés, opposés, à l'influence du révisionnisme dans la classe ouvrière ; or quelle ligne de démarcation traçaient ils entre eux et nous ? Qu'eux, ils sont contre les luttes dures et nous pour qu'eux ils sont pour les 40 h par étapes et nous pour les 40 h tout de suite, qu'eux, ils sont pour les 100.000 AF minimum et nous, pour les 120.000... Une telle démarcation laisse de côté la plus importante, la seule irrécupérable par les révisionnistes : eux, préparent la démocratie avancée, la collaboration avec la bourgeoisie au gouvernement, nous, nous préparons la Révolution

— Pour les conséquences de cette crise, il faut retenir d'une part la rectification et d'autre part la division des forces du Parti. La rectification, parce que le travail de bilan organisé dans le Parti pendant l'été 70 a permis d'unifier les camarades de plusieurs régions autour des conclusions que j'ai résumées plus haut, et d'engager la pratique du Parti sur des bases nouvelles. La division, parce que à cause de la rupture du centralisme démocratique, le travail de bilan et la discussion sur les conclusions n'ont pu être menés à bien identiquement dans toutes les régions. Le deuxième congrès de notre Parti devra bien apprécier les responsabilités dans cette

division, les notes comme celles des forces organisées en dehors de nous. Q. — Aujourd'hui quel travail menez-vous ? Quelles conséquences concrètes traduisent votre rupture avec la ligne opportuniste dont vous venez de parler ?

R. — Je voudrais d'abord prendre un exemple particulièrement significatif des conséquences de cette rupture avec la ligne opportuniste. Dans une ville importante de notre pays, en mai 70, c'était 20% de nos forces qui étaient organisées dans les usines : aujourd'hui, 2 ans après, dans la même ville, non seulement nos forces se sont développées mais surtout, c'est 60% de ces forces qui sont organisées dans les entreprises. Evidemment, à côté de cela, c'est systématiquement que la presse bourgeoise fait le silence sur notre Parti, ne pouvant le présenter comme un groupe d'étudiants.

Mais que font ces militants dans les usines, demandez-vous ? Précisons d'abord une des conséquences extrêmement importantes de la rupture avec l'opportunisme : un des traits saillants de l'opportunisme c'est de rabâcher les principes du marxisme léninisme comme des dogmes pour justifier une pratique qui n'est en fait, et pour cause, qu'une reprise des diverses erreurs commises par les révolutionnaires dans le mouvement ouvrier français, comme les erreurs anarcho-syndicalistes par exemple. Rompre avec l'opportunisme c'est se donner enfin la possibilité de ne plus séparer la théorie de la pratique, de lier l'élaboration de la théorie de notre révolution avec la pratique des organisations du Parti, de comprendre que l'avancée dans la ligne est conditionnée par la liaison avec les masses. C'est aujourd'hui ce que nous pouvons entreprendre. Voyons Comment :

Avancer dans l'élaboration de la théorie de notre révolution, dans la liaison du Parti avec les masses, demande d'être capables de lier nos tâches d'étude, d'enquête, de propagande, et d'organisation du prolétariat. Ce n'est pas sur l'ensemble des questions de notre révolution que nous pouvons avancer simultanément, et il s'agit de nous fixer des priorités, d'avoir un plan de travail. C'est dans trois directions, en nous emparant des faits les plus significatifs pour les développer que nous avons commencé à travailler :

1. le rapport des forces dans le monde, la crise mondiale du système capitaliste. Il s'agit de saisir les contradictions du monde contemporain, et de maîtriser en quoi elles peuvent influencer sur le développement de notre Révolution. C'est par la Révolution Indochinoise, où les contradictions sont les plus exacerbées, où la faille de l'impérialisme US ; où le double visage du social-impérialisme, où le rôle de la guerre du peuple apparaissent le plus clairement, que nous avons abordé cette question. La puissante offensive déclenchée par le F.N.L. nous donne aujourd'hui raison : c'est bien là que le prolétariat pourra le mieux saisir cette crise mondiale du système capitaliste.

2. La crise de l'impérialisme français : analyser les contradictions qui opposent le prolétariat de France et les peuples des colonies et néo-colonies, à la bourgeoisie impérialiste française est indispensable. C'est à partir de la paupérisation qui frappe la classe ouvrière, le fait immédiat le plus ressenté par le prolétariat que nous avons entamé le travail sur ce point.

3. La nature du révisionnisme moderne en France. Planter le marxisme léninisme dans la classe ouvrière demande d'y déraciner le révisionnisme, de connaître la nature de son influence. C'est ce que nous entamons sur le point par lequel le révisionnisme la sollicite constamment : son programme de gouvernement.

Il ne s'agit pas de croire que le choix de ces trois directions répond à toutes les questions, mais ce qu'il faut voir c'est qu'elles permettent dans le travail de nos organisations de lancer des expériences concrètes où le travail d'étude et d'enquête du Parti est lié au travail de propagande et d'organisation dans les usines. Par exemple, si en même temps que nous diffusons nos explications sur la paupérisation de la classe ouvrière, que nous tentons de la relier au phénomène plus général de la crise de l'impérialisme français, nos camarades, dans les usines organisent les travailleurs sur cette paupérisation, déclenchent des luttes sur le chômage par exemple, alors il est possible à la fois aux ouvriers que nous contactons dans ces luttes d'élargir leur point de vue, et pour nous de vérifier si nos explications tapent juste, sont capables de faire progresser ; alors la liaison théorie-pratique peut prendre un sens. Aujourd'hui avec l'aggravation de la crise de l'impérialisme, de larges

la classe ouvrière chinoise et son Parti Communiste édifient le socialisme

Question.— En Chine populaire, tu as visité plusieurs usines. Peux-tu comparer ce que tu as vu dans ces usines, les conditions de travail, par exemple, à ce que tu connais dans ton usine, en France.

Réponse.— Parlons d'abord de ce qui préoccupe le plus un ouvrier français, le chômage. Il n'existe pas en Chine socialiste. En France capitaliste quand on remplace une vieille machine par une autre plus moderne, ça se traduit toujours par des licenciements. En Chine, même avec des machines ultra-modernes, il y a toujours du travail pour tout le monde : la modernisation se traduit par une diminution de travail pour les ouvriers. J'ai vu, dans une usine d'imprimerie de tissus, trois ouvriers travailler sur une même machine, que je connaissais, et sur laquelle, en France, un seul ouvrier fait le travail de trois. En tout cas, même si la nouvelle machine ne permet pas d'employer autant d'ouvriers que l'ancienne, les autres trouvent toujours du travail dans un autre secteur de la même usine.

Les cadences... J'ai vu fonctionner

une chaîne dans une petite usine de camions. Chaque ouvrier une fois fini son travail sur une pièce, la posait dans un panier à côté de lui et l'ouvrier suivant venait la prendre dans le panier. De cette manière, chacun travaillant à sa cadence : c'est l'homme qui domine la machine et non pas le contraire. Ce qui n'empêche pas les ouvriers de la chaîne de décider, quelquefois d'accélérer les cadences. En effet, il ne faut pas croire que les ouvriers chinois se tournent les pouces. La journée de travail est de 8 h, et il n'y a qu'un seul jour de repos par semaine. Il existe aussi, en Chine, des chaînes automatiques, le système des 3 X 8, et j'ai même vu faire des heures supplémentaires pour augmenter des profits. En Chine, ce genre de décision est prise par tous les ouvriers de l'équipe, de la chaîne et de l'atelier pour accomplir encore mieux la tâche qui lui est confiée. Avant la révolution

chinoise, la Chine était un pays très pauvre, les famines y tuaient des millions d'hommes. C'est grâce aux efforts volontaires des ouvriers et paysans chinois que la Chine est devenue ce qu'elle est aujourd'hui. Et on peut être sûr qu'en ce moment, les ouvriers de certaines usines d'armement chinoises ont décidé d'augmenter la production, de travailler sans relâche pour apporter une aide encore plus grande aux combattants du Vietnam en pleine offensive.

Q.— Peux-tu maintenant préciser ce que le socialisme a apporté dans la vie quotidienne d'un ouvrier chinois ?

R.— Quelques chiffres vont suffire à s'en faire une idée. J'ai pu en discuter avec une famille ouvrière : la nourriture est très bon marché (20 % du salaire), le logement encore plus (4 % du salaire) ; si bien qu'une fois faites toutes les dépenses d'un mois (y compris les loisirs, l'habillement...) il leur reste environ 25 % du salaire. A côté de ça les frais médicaux sont entièrement gratuits pour ceux qui travaillent.

Q.— Peux-tu maintenant préciser ce que le socialisme a apporté dans la vie quotidienne d'un ouvrier chinois ?

R.— Quelques chiffres vont suffire à s'en faire une idée. J'ai pu en discuter avec une famille ouvrière : la nourriture est très bon marché (20 % du salaire), le logement encore plus (4 % du salaire) ; si bien qu'une fois faites toutes les dépenses d'un mois (y compris les loisirs, l'habillement...) il leur reste environ 25 % du salaire. A côté de ça les frais médicaux sont entièrement gratuits pour ceux qui travaillent.

(suite page 8)

un militant marxiste-léniniste dans les CET, les futurs OS des bagnes capitalistes

Question.— Pourquoi les marxistes-léninistes travaillent-ils en direction des C.E.T. ?

Réponse.— Notre objectif est de faire pénétrer les idées marxistes léninistes chez des jeunes qui pour la plupart sont les futurs OS des bagnes capitalistes. Notre travail dans les C.E.T. fait partie intégrante de notre travail d'implantation dans la classe ouvrière.

Q.— Les luttes dans les C.E.T. sont nombreuses. Quel niveau de conscience reflètent-elles ?

R.— A l'écoute des arguments pessimistes répandus dans les C.E.T. sur la passivité des gars, l'an passé, en avril, au C.E.T. Bron Auto s'est déclenchée une lutte extrêmement combative. La grève portait principalement sur la vie même au C.E.T. (auto-discipline, foyers, baby-foot, télé, journaux politiques dans les C.E.T.) Cette lutte n'a pas débordé ce cadre. Sur cette base, les plus combattifs (1^{er} et 2^e années) ont été incapables d'entraîner les 3^e année, qui, eux, voyaient plutôt l'avenir et ce qui les attendait l'année d'après. L'idée avancée par les marxistes léninistes "le C.E.T. est déjà l'usine" est juste, mais reste inefficace faute d'être concrètement expliquée. Aujourd'hui nous commençons à voir plus clairement comment apporter ces explications concrètes. D'une part, le C.E.T. reproduit les conditions de l'usine : à l'intérieur du C.E.T. travail lent les futurs OS, les futurs chômeurs, traités comme tels, c'est aussi à l'intérieur du C.E.T. qu'on trie sur le volet les futurs OP et les futurs petits chefs.

Moins sensible qu'à l'usine, la division du travail, bien qu'à son début, existe déjà au C.E.T. Et on doit éclairer les jeunes là-dessus. D'autre part le C.E.T. achemine vers l'usine. Ou'est ce que ça veut dire concrètement aujourd'hui ? La politique des capitalistes, obligés par la concurrence inouïe qu'ils se livrent à moderniser, à jeter au chômage des milliers d'ouvriers, à intensifier au maximum le travail de ceux qui restent, cette politique est forcément et immédiatement répétée sur le C.E.T.

Q.— Quelles illusions les marxistes léninistes sont-ils amenés à combattre ?

R.— Face à cela beaucoup de jeunes sont pleins d'illusions, ils se voient déjà peinaris, "ni riches ni pauvres", à avec un boulot intéressant... D'autres néanmoins ressentent la dégradation des conditions de travail et de vie.

Q.— Comment se fait cette prise de conscience ?

R.— Elle se fait par la famille. Les jeunes des C.E.T. sont des fils de la classe ouvrière, ils ont des copains prolés qui travaillent déjà en boîte.

Elle se fait par l'analyse de la situation qu'on C.E.T. Ils voient les nombreux échecs au C.A.P. Certains voient bien qu'au lieu de leur apprendre leur boulot, on leur fait faire un travail de manoeuvre : creuser des tranchées, décharger des camions, faire des besognes productives (réparer des bagnoles à Bron Auto, construire des locaux à Bron Batiment), astreignantes et peu éducatives. Ils voient la discipline parfois fâcheuse (au C.E.T. textile, un jour les élèves sont collés au mur les mains en l'air pour une fouille). Les surgés sont souvent d'anciennes crevures à la fois démagogues et brutaux, ils voient les accidents du travail : à Bron Auto, récemment un élève peintre meurt des suites d'intoxication lente. Ils voient le travail en temps limité qu'on leur impose : un gars estime qu'il lui faut

hierarchy, le contrôle de l'immigration, les révisés défendent une couche d'ouvriers privilégiés qui vivent encore des miettes que leur vaut la surexploitation des OS et des peuples dominés par l'impérialisme français. Nous articulons notre propagande autour de 3 mots d'ordre :

A bas le capitalisme qui exploite toujours plus

Rejetons nos illusions sur un bon C.A.P.

A bas la préparation à nos futurs postes d'OS et de chômeurs. Ces mots d'ordre doivent nous permettre de la concrétiser dans des luttes contre le travail de manoeuvre, le travail en temps limité ; la discipline capitaliste, les interventions des patrons dans les conseils d'administration.



C.E.T. — Le C.E.T. CASERNE — C.E.T. LE PORTAIT — Le C.E.T. DE...

drat 40 h pour réparer une bagnole, on le lui fait faire en 24 h. Pour les exercices, les temps limités sont systématiques.

Les idées révisos peuvent pénétrer sur la base de ce ressentiment : à Bron Batiment, les constructeurs en bâtiment débrayent contre le travail de manoeuvre, mais demandent un bon enseignement, des bons profs, etc... Nous essayons de mettre systématiquement en avant la situation des ouvriers les plus exploités, montrant qu'ils préfigurent ce qui sera demain la majorité du prolétariat, et pourquoi. Parallèlement nous montrons que, par leurs revendications sur la formation professionnelle, la défense de la

Q.— Comment ce travail est-il reçu ?

R.— Bien sûr nous nous heurtons à un certain nombre de réticences. Certains, pour éviter les cadences veulent aller à l'étranger (R.F.A., G.B., U.S.A., Canada), ou voudraient un marché commun du travail. Nous ne pouvons nous contenter de décrire la crise de l'impérialisme français en montrant ses conséquences sur les conditions de vie de la classe ouvrière. Face à cela, il nous faut replacer la crise de l'impérialisme français dans son cadre mondial, opposer une propagande sur le socialisme aux idées fausses du genre "si c'est pour faire comme en Russie...". "Sans patron les ouvriers ne foutent rien", montrer que les capitalistes ne sont pas toujours les plus forts par l'exemple Vietnamien. L'idée que la bourgeoisie maintient son exploitation par les fusils et qu'elle ne sera éradiquée que par les armes, a été vue par certains au moment de l'assassinat d'Overney.

Un autre point doit nous permettre de bien avancer sur la question du révisionnisme : nous avons préparé une intervention à la porte d'une usine contre la préparation aux futurs postes d'OS et de chômeurs, elle nous a permis d'affronter directement le révisionnisme et a été riche d'enseignements. Un bonze C.G.T., qui n'osait pas virer des jeunes ouvriers finit par dire : "D'accord, peut-être qu'aujourd'hui les jeunes arrivant en boîte sont surtout OS, qu'il y en a peu qui montent" (c'est que les gars l'avaient déjà bien enfoncé, devant les ouvriers, par leurs questions : "combien montent-ils ? pourquoi ?"), "mais, pourquoi-t'il, s'il n'y a pas de bon C.A.P., le jour où un gouvernement d'union populaire sera au pouvoir, les jeunes, eh bien, ils resteront OS". Après cette "révélation", les questions politiques sont plus nombreuses. A nous d'y répondre.

INTERVIEW D'UN MILITANT DU P.C.M.L.F. (Suite de la page 5).

pas il y a 2 ans : aucun n'a suivi le chemin de la dégénérescence qui a été celui des fractions ; pour tous les militants il apparaît clairement que cette division profite exclusivement à la bourgeoisie, aux révisionnistes et aux trotskystes. C'est pourquoi nous tenons à vous affirmer ici que nous sommes prêts à rencontrer conjointement les dirigeants de l'ancienne direction du Parti, ceux du Bureau Politique Provisoire pour examiner les responsabilités de la division des forces de notre Parti, pour engager la préparation du deuxième Congrès de notre Parti qui ne peut être qu'un congrès d'unification. Nous sommes prêts à reconnaître nos erreurs, mais pour que cela profite au Parti, à la Révolution, il est nécessaire que nous ne soyons pas les seuls.

D'une part parce qu'un certain nombre de perspectives ont été oubliées nous venons d'en parler. D'autre part le caractère durable des 3 groupes qui se réclament du Parti est aujourd'hui une évidence qui n'existerait

1944-1947 QUAND

1944-1947. Pour les communistes authentiques, qui ont combattu les armées à la main dans la Résistance, c'est l'échec d'un échec. L'échec du prolétariat à profiter de l'affaiblissement de la bourgeoisie pour poursuivre victorieusement la lutte armée et l'abattre. 1947 : le prolétariat est désarmé, subit plus que jamais l'esclavage capitaliste, les peuples colonisés qui se sont dressés pour l'indépendance, sont sauvagement réprimés (Algérie, Cameroun, Indochine, Madagascar).

Mais pour le P.C.C.F., aujourd'hui, le bilan de la période est très largement positif. C'est ce qu'essaie de démontrer le vieux révisionniste Billoux dans son nouveau livre : "Quand nous étions ministres" Et Marchais d'insister : "l'on reforme (ce livre) avec un sentiment de fierté pour le passé" (p. 10).

En fait, Marchais le dit bien, ce livre, à prétention historique, n'est qu'une tentative de plus pour intoxiquer la classe ouvrière. "un élément de la vaste campagne autour du programme de gouvernement" (p. 10). "Ce livre vient à son heure" dit-il encore.

Pour nous aussi : 1. il nous engage à esquisser du point de vue du prolétariat, et des peuples opprimés, le bilan de cette période : à tirer donc les leçons de la ligne suivie alors par le P.C.C.F.

2. les révisionnistes tirent à leur manière, en la falsifiant, les leçons de l'histoire : cela nous permet de mieux voir ce qu'ils comptent faire quand ils seront ministres — à supposer qu'ils le deviennent bientôt.

Il est absurde de vouloir refaire l'histoire, et d'imaginer ce qui se serait passé, par exemple à la Libération, si le P.C.C.F. avait agi autrement. Mais il est possible de tirer les leçons de l'histoire, et de voir en quoi le P.C.C.F. par sa ligne et son action a contribué à l'échec historique de la Libération. Ce qui apparaît assez clairement alors, c'est que durant cette période, et dès la Résistance, au fond, la ligne du P.C.C.F. reste à la re-

lance, les partis bourgeois, de Gaulle en tête, durant comme premier souci de désarmer les ouvriers et le peuple. Or le P.C.C.F. ne s'y oppose pas réellement. Dès après la Libération de Paris son mot d'ordre devint : "s'unir, combattre (les Allemands), travailler", il s'agit toujours pour le P.C.C.F. de "chasser les boches". Pour "chasser les boches", il accepte l'amalgame de résistants armés dans les troupes de métier. En proclamant : "Tout pour la guerre", "pour chasser les boches", Thorez, à peine revenu de Moscou demande, et obtient, du Comité Central la dissolution des groupes armés (janvier 45).

Le danger principal était ainsi écarté pour la bourgeoisie, elle cherche

(suite ci-contre)

ALBANIE AUJOURD'HUI

UNE NOUVELLE REVUE D'INFORMATION POLITIQUE

A la suite du VI^e Congrès du Parti du Travail, les camarades Albanais ont décidé la publication d'une nouvelle revue d'information politique qui sera d'abord trilingue.

albanie aujourd'hui

Elle se propose non seulement d'aborder les succès et les problèmes de la construction du socialisme en Albanie, mais aussi de publier des documents du Parti, des textes politiques et idéologiques, ainsi que des articles sur les événements internationaux.

Le premier numéro est consacré aux travaux du 6^e Congrès, et comporte des extraits du Rapport du camarade Enver Hoxha, considéré avec précision à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

ABONNEZ-VOUS LIBRAIRIE POPULAIRE 226 RUE DUGUESCLIN - LYON 3^e

les cegetistes combatifs L'anarcho-syndicalisme

Les cheminots d'Avignon, en particulier du dépôt, apparaissent notamment depuis 1968, comme les plus combattifs de leur corporation.

Le mouvement révolutionnaire s'enthousiasme donc, en général pour les cheminots d'Avignon. Un "Cause du Peuple" titre ainsi un reportage du 21 juin 71 : "Avignon : un dépôt où la guerre bat son plein". Les rédacteurs de "l'Humanité Rouge", eux, vont beaucoup plus loin dans une brochure "CGT des cheminots et lutte de classe" entièrement consacrée à présenter, reproduire et approuver les déclarations de Paganelli, dirigeant syndical local, au congrès cheminot CGT de novembre 70. Ils déclarent carrément que ce texte présente "un intérêt immense pour les cheminots comme pour la classe ouvrière toute entière", que c'est "le début de la concrétisation organisée des masses de la ligne prolétarienne au sein de la CGT des cheminots". Et les rédacteurs concluent avec ardeur : "nous n'avons aucun désaccord de fond... Vive les cheminots révolutionnaires d'Avignon et leur ligne rouge !".

Or voici les principaux points de la déclaration de Paganelli que "l'Humanité Rouge" souligne parce qu'ils définiraient une "ligne rouge prolétarienne" s'opposant à "la ligne noire de la poignée de dirigeants vendus" : — "Les revendications doivent être claires, justes et bien définies et popularisées au maximum pour qu'elles soient comprises et acceptées par les masses". — "Il ne faut pas conditionner l'action à l'accord des autres organisations syndicales, mais réaliser l'unité la plus large à la base". — "Il ne faut mener le combat avec détermination et lucidité et tenir compte de la volonté des cheminots, ne pas se couper des masses et consulter démocratiquement les cheminots en grève". — "Il faut laisser au maximum la liberté de décision aux syndicats de la base".

Un des moyens immédiats d'appré-

ciation "cette ligne rouge prolétarienne" qui aurait surgi chez les cheminots d'Avignon, c'est d'enquêter sur la façon, dont précisément, ils envisagent de faire la révolution prolétarienne. Notre enquête, malgré ses étroites limites, nous a permis de rencontrer, entre autres, un de ces "militants révolutionnaires" applaudis par "l'Humanité Rouge". L'enjeu, n'étant pas seulement de "savoir ce qui se passe au dépôt d'Avignon", mais de répondre à un certain nombre d'illusions dans le mouvement révolutionnaire, sur la possibilité et la nécessité de rallier, en priorité, les syndicalistes durs formés à l'école de la CGT.

Assurément les dirigeants CGT d'Avignon mettent en pratique leurs propositions. Pour eux, il faut être près de la base : "c'est un peu comme un sacrodoce", nous dit l'un d'eux. Il faut écouter, consulter chaque jour la base. Il faut aussi expliquer sans se lasser, faire des kilomètres à pied, à travers les voies, comme en juin 71, pour mettre en grève les différents services.

Ils insistent sur les résultats de ce travail, de cette "démocratie" l'unité d'action des cheminots. Ils soulignent : nous n'avons jamais de problèmes, ni pour mettre en grève, ni pour la reprise. C'est toujours décidé dans la plus large unité. — "Le fait mener le combat avec détermination et lucidité et tenir compte de la volonté des cheminots, ne pas se couper des masses et consulter démocratiquement les cheminots en grève". — "Il faut laisser au maximum la liberté de décision aux syndicats de la base".

(suite ci-contre)

ILS ETAIENT MINISTRES...



1944, les ouvriers s'armèrent contre l'impérialisme allemand.

aussitôt à reconstruire son potentiel économique et militaire. Là encore le P.C.C.F., poursuivant sa ligne d'intrépid nationalisme à sa rescousse. Puisque le boche est chassé, que l'Allemagne a capitulé, le 8 mai 45, plus qu'il ne faut dans "l'intérêt de la France", le mot d'ordre devient tout simplement : "unir, produire, travailler". C'est alors que Thorez lance dès juillet 45 sa tristement célèbre "bataille pour la production", pour inciter la classe ouvrière à se prêter avec zèle à l'exploitation capitaliste. N'hésitant pas à insulter toute velléité de lutte de la classe : "travaillez, devenez vite de bons ouvriers, ayez le goût de votre rud et beau métier, les pareseux ne seront jamais de bons républicains, de bons révolutionnaires" (Valenciennes, le 22/12/45), (p. 100).

Cette ligne du P.C.C.F., qui équivaut à une ligne de collaboration de classe, il est complètement insuffisant de l'imputer uniquement au fait que des dirigeants comme Thorez, attirés plus corrompus par les strapontins que leur offrait la bourgeoisie, auraient trahi la classe. Cette ligne explicitement révisionniste à partir de la déclaration de Thorez aux Times (piusement citée par Billoux en annexe p. 185) est l'aboutissement des courants réformistes (anarcho-syndicaliste et parlementariste) que le P.C.C.F. n'a jamais su extirper de ses rangs et qui se sont considérablement développés à partir de 1936. D'une part les militants ouvriers du P.C.C.F. tendent à se restreindre à la lutte économique, à être les meilleurs dans la lutte revendicative, à accrédi- ter l'idée (anarcho-syndicaliste) que par l'accumulation des luttes revendicatives la classe fera son unité, et finira par isoler la poignée des exploités (les 200 familles). D'autre part, la "politique" proprement dite du P.C.C.F., dès les années 30, affirme de plus en plus que toutes les classes et couches sociales, à l'exception d'une

oligarchie réactionnaire au pouvoir, ont intérêt à développer la démocratie, à défendre "l'intérêt national", contre le capital cosmopolite etc., et sont en mesure de limiter, et finalement de liquider, au sein même de l'appareil d'Etat, (parlement, municipalités), la "malfaillance" du grand capital.

Ces courants correspondent aux positions de couches d'ouvriers relativement privilégiés, et de couches petite-bourgeoises soudoyées par l'impérialisme, qui aspirent seulement à améliorer, à en retirer plus d'avantages sans nullement à le détruire.

De fait, du "bilan des ministres communistes" tiré par Billoux, plus de la moitié consiste en une "amélioration" un renforcement en réalité de l'impérialisme français. La bataille "pour les réparations" où le P.C.C.F. exigeait que la Ruhr allemande fournisse gratis "20 millions de tonnes pendant 20 ans" (p. 92), et que la Sarre soit annexée économiquement. "La grande épopee de la production" (p. 97) où le P.C.C.F. soutenait et organisait l'intensification du travail. "La bataille des nationalisations" (p. 115) — avec indemnisation — d'où le capital financier est sorti considérablement renforcé. "Il est extrêmement amusant, déclarait un dirigeant du C.N.P.F. en 1956, de constater que la loi sur les nationalisations a provoqué un développement du capitalisme financier par la transformation des anciennes affaires nationalisées". Enfin, ce que Billoux appelle pudiquement "une politique d'entente entre tous les peuples", qui consistait pour le P.C.C.F., soit à fermer les yeux sur la réalité sanglante du colonialisme se bornant à dénoncer des "excès" "inutiles", tout en restant au gouvernement, soit à calomnier carrément la lutte des peuples colonisés pour leur indépendance, criant chaque fois à la provocation, au complot de l'étranger (Sétif, Dorrail, Madagascar) ; soit à prêcher aux peuples oppri-

més les bienfaits d'un "bon" colonialisme à la française, le bonheur d'appartenir à l'union française : "ce sont les députés communistes qui proposent les premiers, en mars 46, d'octroyer aux vieilles colonies (Antilles, Guyane, Réunion) le statut de départements."

les révisionnistes ont bien servi la bourgeoisie

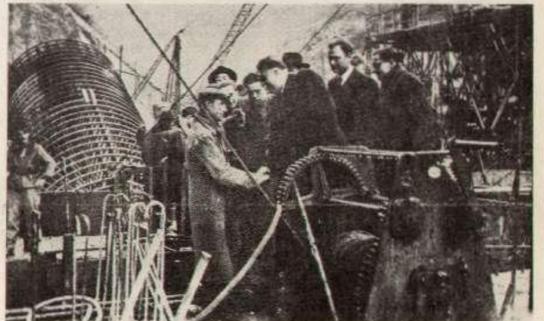
L'autre moitié du bilan représente précisément pour l'essentiel, les miettes obtenues par certaines couches petites bourgeoises et certaines couches d'ouvriers. "La reconstruction" (p. 107), qui a permis à pas mal de petits bourgeois débrouillards, petits propriétaires de maison etc... de se faire verser des sommes importantes ou des prêts avantageux cependant que la masse des ouvriers connaissait d'énormes difficultés de logement (baraquements, taudis en ruines). De même, la grande œuvre de Thorez dans cette période fut le "statut de la Fonction Publique", c'est-à-dire la codification de toute une série de privilèges accordés à l'Etat bourgeois.

lèges accordés à l'armée des fonctionnaires pour qu'ils soient plus dévoués à l'état bourgeois.

D'autre part dans les entreprises nationalisées (E.D.F., mines) secteurs vitaux pour le redémarrage de l'économie capitaliste, les ministres P.C.C.F. s'efforcèrent d'organiser et de développer les services sociaux (colonies de vacances caisses mutuelles, associations sportives), ce qui représentait par rapport à la masse des ouvriers une série d'avantages. De même, en obtenant la création de comités d'entreprise à vocation gestionnaire (em-

Billoux, lui, tire un bilan

doublement satisfait de tout cela. Quand nous étions ministres, dit-il, nous avons bien défendu "l'intérêt de la France" (p. 178) et "mis en pratique une véritable concertation" (p. 152). Nous sommes prêts à remercier.



1946, Marcel Paul, ministre PCF de la production, sur le chantier de Gignacourt, vient organiser l'intensification du travail pour redresser l'impérialisme français.

l'aristocratie ouvrière. Mais il faut remarquer :

— Que les cheminots constituent un des secteurs où la CGT révisionniste, s'appuyant sur un passé héroïque, a les positions les plus solides.

— Que les roulants, couche la mieux payée des cheminots, y jouent un rôle prépondérant.

— Que les cheminots ont un fort esprit de corporation. Pour certains ouvriers d'Avignon ils apparaissent comme un "club" finalement assez coupé, localement, du reste de la classe ouvrière.

— Que les cheminots bénéficient d'un statut qui leur offre, par rapport à la masse des OS et des manoeuvres, un certain nombre de garanties.

Aujourd'hui, considérer les cheminots comme un détachement

Est-ce à dire qu'un éventuel "gouvernement démocratique" aurait aujourd'hui le même visage qu'en 1944-1947 ? Non, ce serait bien pire. Car beaucoup de choses ont changé depuis.

L'impérialisme français, bien qu'en expansion, doit faire face à une crise générale de l'impérialisme, à la montée des luttes des peuples et du prolétariat.

Le P.C.C.F., dominé par la ligne révisionniste après la guerre, est rapidement devenu, à partir de 1953, un parti totalement révisionniste, un parti contre-révolutionnaire, un parti bourgeois. Il attaque et réprime les révolutionnaires, il entre constamment en contradiction avec les couches les plus exploitées du prolétariat, dont il réprime la volonté de lutte.

Si la bourgeoisie décidait à présent de le laisser venir au gouvernement, ce ne serait plus, comme en 1944-47, pour qu'il négocie avec elle le sabotage des aspirations révolutionnaires du prolétariat contre l'extension de sa clientèle électorale petite-bourgeoise.

Si Marchais vient au gouvernement, ce sera pour gérer directement les intérêts de l'impérialisme français, ce sera parce que la bourgeoisie considère momentanément l'appareil révisionniste comme le personnel politique le plus apte à mater le mouvement ouvrier et révolutionnaire, en métropole, et à mettre en cause de nouveaux projets de domination et d'exploitation de social-périalisme (alliance plus étroite avec le social-impérialisme soviétique, pénétration dans ses zones d'influence, néocolonialisme plus hypocrite etc.).

Quand ils seront ministres, s'ils le sont jamais, ces messieurs se révéleront pour ce qu'ils sont, des socialistes en parole, mais des impérialistes, des apprentis fascistes dans les faits.



le cois du militant

Pour la somme de 25 F (frais de port compris) FRONT ROUGE offre à ses lecteurs les publications suivantes

— Célébrons le 50^e Anniversaire du Parti Communiste Chinois

— Brève histoire du Parti des Travailleurs du Vietnam.

Brochures édités par FRONT ROUGE :

— Gare à la revanche, la commune vaincra !

— Contre le Spontanisme

— Une collection des numéros parus depuis le n°8 (indiquer les numéros que vous voulez)

— Et un abonnement à FRONT ROUGE pour 3 Mois, soit pour vous-même, soit pour un tiers (indiquer l'adresse)

— Au cas où vous seriez abonnés, vous et vos amis, nous vous enverrons en échange la "Cour des fermages", reproduction de statues révolutionnaires chinoises.

— Passez les commandes à FRONT ROUGE BP 47 CCP N° 204 51 LYON

— mépris de la politique ; sur les questions internationales, la question de l'URSS et de la Chine par exemple : "on pourrait en discuter des heures, c'est très compliqué, ça nous dépasse tous".

— mépris, par conséquent, plus ou moins conscient, des masses qui, elles, pourraient encore moins accéder à la politique, sinon à travers la lutte pour le meilleur.

On peut mesurer alors le confusionnisme opportuniste qui consiste à réduire le rôle des marxistes léninistes à l'impulsion des luttes économiques, à la création d'un "syndicalisme de lutte de classe", il amène finalement à considérer tout syndicaliste dur, comme un révolutionnaire, comme un marxiste-léniniste en puissance ou qui s'ignore.

Il est impossible, sur la base d'une simple enquête, en l'absence d'un travail politique un peu suivi, de classer à la légère, les cheminots roulants dans

pour Nixon, chaque pas dans l'escalade est un pas vers la défaite LES PEUPLES D'INDOCHINE ABATTRONT L'AGRESSEUR US

LES BOMBARDEMENTS :
UNE ARME A
DOUBLE TRANCHANT

En bombardant Haiphong et la baie de Hanoi, Nixon franchissait un nouveau pas dans l'escalade. Le président Ho Chi Minh aimait à rappeler l'histoire du renard, pris au piège, mais qui essaie de se dégager et, en se débattant, se fait prendre une deuxième patte et ainsi de suite. C'est encore une fois ce qui arrive à l'impérialisme US : chaque nouvelle initiative pour intensifier la guerre attire de nouvelles difficultés et les bombardements de Haiphong n'échappent pas à la règle.

Par cette tactique de la guerre aérienne et navale, Nixon pensait mettre ses troupes à l'abri des coups de l'ennemi, des forces populaires. C'est le contraire qui lui arrive. De plus en plus d'avions US y compris des B 52 se font descendre, et ça signifie de plus en plus de criminels de guerre américains prisonniers des Vietnamiens. Même sur mer, dans le golfe du Tonkin, sa flotte n'est pas à l'abri : rien qu'en 2 jours les 16 et 17 avril, 5 navires de guerre américains ont été sérieusement endommagés.

En n'engageant que peu de GI'S dans les combats au Vietnam, Nixon espérait ne pas mécontenter l'opinion publique américaine. Or le bombardement de Haiphong a suscité aux Etats Unis une vague de protestations, des manifestations dans plusieurs villes, des meetings sur les campus universitaires. Le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam que le rapatriement des GI'S avait momentanément calmé, est en train de se manifester à nouveau : sale affaire

pour Nixon à quelques mois des élections.

Enfin dans le monde entier les peuples et organisations révolutionnaires soutiennent l'offensive du peuple Vietnamien et condamnent les bombardements sur la R.D.V.N. A Paris, 10 000 personnes ont manifesté leur soutien à l'offensive. Seul le P.C.F. n'a pas riposté immédiatement, sans doute trop soucieux de ne pas créer pendant la campagne du référendum, des "incidents" qui déplairaient à sa clientèle électorale : le soutien au peuple Vietnamien a été sacrifié au "large rassemblement des forces ouvrières démocratiques et nationales".

...UN BIEN MAUVAIS CALCUL

Encore une fois, les stratèges du Pentagone qui ont conseillé à Nixon de bombarder Haiphong, les mêmes qui lui avaient soufflé à l'oreille l'idée de la "vietnamisation", encore une fois, ils sont tombés à côté de leur cible.

Un de leurs objectifs était de couper le ravitaillement maritime de la R.D.V.N., donc, dans leur logique d'impérialistes de couper le ravitaillement du front, au Sud-Vietnam. Dans ce but les derniers bombardements ne sont qu'un premier pas qui pourrait être suivi d'autres, plus importants. C'est en réalité accorder une trop grande importance aux livraisons d'armement soviétique, ne pas voir qu'une partie importante du matériel arrive de la Chine par voie ferrée, et surtout que l'essentiel du ravitaillement en armes et en munitions des F.A.P.L. est déjà sur place, dans les zones libérées du Sud-Vietnam et ...dans les bases américaines puisqu'une partie du matériel des

F.A.P.L. est prise sur l'ennemi. C'est ne pas comprendre non plus que les batailles rangées du type traditionnel même si elles prennent de plus en plus d'importance, ne constituent pas l'unique forme de combat des F.A.P.L. En effet, pour faire face aux troupes régulières populaires, nombreuses et bien armées, les fantoches sont obligés de dégarnir des zones complètes : alors la population de ces zones se soulève et la guérilla s'y développe, pour libérer la région.

Un autre objectif était de démoraliser la population de la R.D.V.N., de faire plier son gouvernement. C'était de la part de Nixon, prendre le Parti des Travailleurs du Vietnam pour un de ces partis révisionnistes qui capitulent devant l'impérialisme. En réalité, le P.T.V. a toujours affirmé que l'impérialisme essaierait jusqu'au bout de remporter une victoire militaire et a depuis longtemps préparé le peuple de la R.D.V.N. à l'éventualité de tels bombardements. Le peuple du Vietnam est préparé à continuer le combat, même sous les bombes.

Enfin dernier objectif de Nixon, faire pression sur l'U.R.S.S. pour qu'elle oblige les patriotes vietnamiens à cesser le combat. C'est que le social-impérialisme se débat dans une contradiction insurmontable. En apportant une aide matérielle au Vietnam, le social-impérialisme cherche à se faire passer pour socialiste et anti-impérialiste aux yeux des peuples du monde, pour mieux mener sa politique de rapine impérialiste ; et par dessus le marché, il espère bien en tirer avantage dans la bataille pour le partage du monde qu'il mène avec l'impérialisme US. Par contre, un énorme intérêt en commun avec les U.S.A., c'est que la lutte populaire ne se développe pas trop en Asie, car elle pourrait bien les balayer en même temps que l'impérialisme US. C'est là-dessus que spéculait Nixon, mais il se trompe lourdement en pensant que les affaires vietnamiennes se règlent à Moscou.

VIETNAM, CAMBODGE, LAOS,
UN MEME COMBAT

Au Sud-Vietnam l'armée fantoche recule. A tel point que même la presse bourgeoise est obligée de noter que les fantoches ne disposent pas suffisamment de forces ni de munitions que même l'appui aérien américain est insuffisant. C'est le moment que choisissent les patriotes Khmers pour intervenir, à leur tour, encore plus fort dans la lutte. Les Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Cambodge viennent de couper la route n° 1 reliant Phnom Penh à Saïgon. Ce faisant, les F.A.P.L.N.C. empêchent le fantoche Lon Nol d'apporter un appui à ses compères de Saïgon, tout en sachant que les troupes fantoches de Saïgon ont bien trop à faire au Vietnam pour, elles, venir renforcer Lon Nol.

Les 24 et 25 avril 70 se tenait la conférence au sommet des peuples d'Indochine. Deux ans après, étroitement unis dans la lutte, les peuples des 3 pays d'Indochine infligent aux agresseurs US et à leurs valets les plus cruelles défaites qu'ils aient jamais subies.

LES PEUPLES D'INDOCHINE
VAINCRONT
YANKEE-NAZI HORS D'INDOCHINE

la classe ouvrière chinoise et son Parti Communiste édifie le Socialisme suite de la page 6



Des milliers de réunions publiques organisées par le P.C.C.

lent : en cas de maladie, l'intégrité du salaire est versée pendant les 6 premiers mois, puis 60 %. La retraite est à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes, avec 70 % du salaire...

Là encore, il ne faut pas croire que tout est réglé, ou même que tout s'est réglé facilement. Par exemple, les femmes ouvrières. Leur condition était très dure avant la révolution : beaucoup étaient obligées de se prostituer pour vivre. Aujourd'hui, beaucoup d'efforts sont faits pour que la femme soit l'égale de l'homme : à l'aciérie de Wouhan, c'est une équipe féminine, qu'on appelle "les filles de fer" qui est chargée de nettoyer les haut-fourneaux. Même si tout n'est pas encore parfait, le chemin parcouru ne l'a pas été sans mal : juste après la révolution, beaucoup d'hommes refusaient d'aider dans les travaux du ménage. Les communistes allaient discuter avec eux pour les convaincre, et souvent, en vain : il a fallu bien souvent que les communistes donnent l'exemple en venant faire eux-mêmes le ménage et la vaisselle. Ce petit exemple montre bien le long chemin parcouru, et que rien n'aurait été possible sans les efforts du Parti Communiste.

Q. — Tu nous as dit tout à l'heure que les ouvriers chinois acceptaient de faire de très gros efforts de travail, uniquement pour servir la révolution. Expliquez-nous comment cela est possible ?

R. — En France, nous sommes souvent obligés de faire le rendement, ou des heures supplémentaires, uniquement pour gagner de quoi survivre. En U.R.S.S., le même système de prime au rendement fonctionne. En Chine, il n'y a plus de prime, tout ouvrier gagne largement de quoi vivre, et du reste, les différences de salaire sont très réduites (de 1 à 3). La seule chose qui pousse les ouvriers chinois à travailler plus, c'est leur conscience politique.

Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui dirigent les usines, décident de la production, élisent leurs cadres et peuvent les révoquer à tout instant : ils sont donc sûrs que le fruit de leur travail ne va pas disparaître dans la poche de quelques individus, qu'il servira à la collectivité socialiste.

A l'aciérie de Wouhan que nous avons visitée, il y avait chaque semaine 1 h 30 de discussion politique prise sur les heures de travail et 1 h 30 à 2 h en plus, sur les heures de loisir. C'est au cours de ces réunions que les ouvriers de Wouhan suivent les cours de marxisme-léninisme, discutent de la situation en Chine et dans le monde, décident de l'orientation de la production en fonction des objectifs politiques de la révolution chinoise et de la révolution mondiale. Les journalistes occidentaux prétendent que les chinois ne sont pas informés de l'actualité internationale : j'ai pu constater qu'effectivement, ils n'étaient pas au courant du dernier flirt de la princesse d'Angleterre, mais qu'ils en savaient 10 fois plus que nous sur la réalité de la lutte de classe. Nous avons eu de nombreuses discussions sur la situation du mouvement ouvrier et marxiste-

léniniste en France : nos camarades chinois connaissent parfaitement les grandes luttes de la classe ouvrière française en mai 1968 et s'intéressent énormément aux derniers développements des luttes.

Q. — Tu nous a dit que cette extraordinaire transformation de la Chine n'aurait pas été possible sans le Parti Communiste Chinois. Mais nous avons l'exemple en France du P.C.F., un parti communiste qui a complètement dégénéré en un parti bourgeois. Pourquoi le P.C.C. n'a-t-il pas lui aussi dégénéré ?

R. — En effet, la Chine ne serait pas Rouge aujourd'hui sans la juste ligne suivie par son parti communiste et le président Mao-Tse-Toung. C'est le P.C.C. qui a éduqué le peuple chinois dans la voie de la libération par les armes et a dirigé victorieusement cette guerre révolutionnaire. C'est le P.C.C. qui depuis plus de 20 ans dirige victorieusement la construction du socialisme, sous dictature du prolétariat. Au moment où certains cadres du genre Liou Chao-Chi profitaient de leurs fonctions pour s'attribuer des avantages personnels et restaurer le capitalisme en Chine, c'est le P.C.C. qui a lancé et dirigé la Révolution Culturelle. Aujourd'hui dans les usines, le parti est présent partout à la tête des masses : il organise les réunions d'étude politique, il rassemble les décisions des ouvriers sur l'organisation de la production, à partir desquelles est élaboré le plan, il explique les directives du plan, il veille à résoudre tous les problèmes, même individuels, qui peuvent se poser...

Malheureusement, la plupart des ouvriers français ne connaissent d'un parti communiste qu'une vision déformée, celle du P.C.F., d'un parti qui a depuis longtemps abandonné la voie révolutionnaire pour dégénérer en un parti bourgeois. Ne pas dégénérer, c'est aussi le problème du P.C.C., comme de tout parti communiste. Le principal facteur de la dégénérescence ou pas est bien entendu la justesse de la ligne suivie, cependant, je voudrais m'attarder sur un aspect qui frappe tout visiteur de la Chine : les énormes efforts entrepris par le P.C.C. pour rester en liaison la plus étroite possible avec les masses. C'est particulièrement frappant quand on compare avec le P.C.F., dont la politique est décidée dans les luxueux bureaux de la place Colonel Fabien, par des dirigeants du type Marchais qui n'ont depuis longtemps pas remis les pieds dans une usine. Dans une usine chinoise, les cadres du parti travaillent aussi à la production (de 3 à 5 mois par an) et même temps qu'ils dirigent l'usine ; et dans plusieurs organismes, les ouvriers peuvent critiquer l'action de leurs cadres, s'ils la jugent erronée. Autre exemple, le P.C.F. recrute n'importe qui, le seul objectif étant de vendre le plus de cartes possible ; au contraire, pour rentrer au P.C.C. il faut avoir pendant longtemps fait ses preuves, montré ses capacités à servir le peuple, et du reste, les ouvriers donnent leur avis sur l'admission d'un de leurs camarades au parti : seuls les meilleurs sont admis.



Nos bombardements produisent leurs effets M. le Président.

A l'heure où se développe l'offensive irrésistible du peuple vietnamien.

A l'heure où l'impérialisme US multiplie les actes de terrorisme en bombardant massivement les villes du Nord-Vietnam.

A l'heure où apparaît en pleine lumière l'échec lamentable de la "vietnamisation" de la guerre, la déroute de l'impérialisme US, et le caractère inéluctablement victorieux de la guerre révolutionnaire du peuple.

Il appartient aux communistes marxistes léninistes, aux progressistes, à tous ceux qui veulent mener la lutte contre l'impérialisme US, d'intensifier leur soutien politique à la juste lutte du peuple vietnamien, de faire connaître largement son combat révolutionnaire, ce qui passe nécessairement par la diffusion massive de la littérature éditée par la République Démocratique du Vietnam et par le Front National de Libération du Sud-Vietnam.

Front Rouge rappelle ici les ouvrages disponibles que les camarades doivent commander sans tarder.

Le prix des brochures sera remis intégralement aux camarades Vietnamiens (ajouter 25 % pour les frais de port).

**Intensifions notre soutien politique à la lutte du peuple vietnamien et des 3 peuples Indochinois !
diffusons massivement la littérature révolutionnaire vietnamienne !**

- Etudes Vietnamiennes :
n° 11 l'échec de la guerre spéciale (61-65) : 3,50
n° 13 problèmes agricoles : le riz : 3,50
n° 14 littérature et libération nationale au Sud-Vietnam : 3,50
n° 16 face à l'agression américaine : 3,50
n° 17 Sud-Vietnam 68
n° 17 la République Démocratique du Vietnam en guerre : 3,50
n° 18 Sud-Vietnam : données et perspectives : 3,50
n° 20 l'échec américain : 3,50
n° 21 le Vietnam traditionnel : 3,50
n° 22 l'année 1968 : 3,50
n° 29 la guerre chimique : 5 F
Brève histoire du Parti des Travailleurs du Vietnam : 2,50 F
De Khe-Sanh à Tchepone (sur les combats de la route n° 9 en 1971) : 1,50 F

- Trung-Chinh : la révolution d'août (1946) : 1,50 F
Trung-Chinh : sur la voie tracée par Karl Marx : 1,50 F
Notre président Ho-Chi-Minh (biographie) : 3 F
Les peuples Indochinois vaincront (conférence des 24-25 avril 70) : 2,50 F
Testament du président Ho-Chi-Minh : 3 F
Général Giap : la guerre de libération nationale au Vietnam : 2,50 F
Général Giap : notre guerre du peuple a vaincu la guerre de destruction américaine : 1,50 F
Ho-Chi-Minh : contre l'agression US, pour le salut national : 2 F
Programme politique du F.N.L. du Sud-Vietnam : 0,50 F
Passez les commandes à Front Rouge B.P. 47 Lyon-Préfecture. C.C.P. 204-51 Lyon.

abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	50 F